



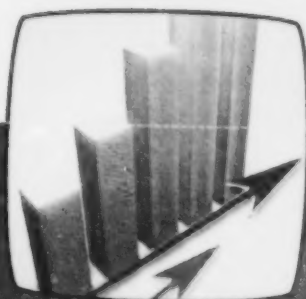
Office de la propriété
intellectuelle
du Canada

Un organisme
d'Industrie Canada

Canadian
Intellectual Property
Office

An Agency of
Industry Canada

RAPPORT ANNUEL 2007-2008



ALLER DE L'AVANT

PRIVILÉGIER LE MARCHÉ



Canada

OPIC  CIPO



Office de la propriété intellectuelle du Canada
Rapport annuel 2007-2008

Aller de l'avant — Privilégier le marché

www.opic.ic.gc.ca

On peut obtenir cette publication sur supports accessibles, sur demande. Communiquer avec le Centre de services à la clientèle, dont les coordonnées suivent.

Pour obtenir des exemplaires supplémentaires de cette publication, s'adresser également au

Centre de services à la clientèle

Office de la propriété intellectuelle du Canada
Industrie Canada
Place du Portage 1
Bureau C-229, 2^e étage
50, rue Victoria
Gatineau (Québec) K1A 0C9

Tel. (sans frais) : 1-866-997-1936
ATS : 1-866-442-2476
Télec. : 819-953-7620
Courriel : opic.contact@ic.gc.ca

Cette publication est également offerte par voie électronique sur le Web (www.opic.ic.gc.ca)

Autorisation de reproduction

A moins d'indication contraire, l'information contenue dans cette publication peut être reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais et sans autre permission de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada (OPIC), pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, que l'OPIC soit mentionné comme organisme source et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec l'OPIC ou avec son consentement.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans cette publication à des fins commerciales, faire parvenir un courriel à copyright.droitdauteur@tpsgc.gc.ca.

N.B. Dans cette publication, la forme masculine désigne tant les femmes que les hommes.

N^o de catalogue Iu71-2008
ISBN 978-0-662-05986-8
60255



À propos de l'OPIC

L'Office de la propriété intellectuelle du Canada (OPIC), organisme de service spécial d'Industrie Canada, est chargé d'administrer le régime de la propriété intellectuelle (PI) au Canada, notamment en ce qui concerne les brevets, les marques de commerce, les droits d'auteur, les dessins industriels et les topographies de circuits intégrés.

Les principales fonctions de l'OPIC se résument comme suit :

- évaluer les demandes relatives à la PI et concéder les droits connexes;
- diffuser l'information technique relative à ces créations pour permettre à d'autres inventeurs de s'inspirer des inventions existantes;
- encourager l'invention, l'innovation et la créativité au Canada;
- donner aux autres pays des conseils spécialisés sur l'administration de la PI;
- promouvoir les intérêts internationaux du Canada en matière de PI.

Plus particulièrement, l'OPIC reçoit et examine des demandes de brevets, de marques de commerce, de droits d'auteur, de dessins industriels et de topographies de circuits intégrés; il concède et enregistre des droits de PI connexes et en gère le renouvellement, la cession et le transfert. En outre, il supervise le processus relatif aux examens de compétence des agents de brevets et aux examens d'aptitude des agents de marques de commerce. Sa principale clientèle est les demandeurs de droits de PI, les agents représentant ces demandeurs, les exploitants de systèmes de PI et le milieu des affaires canadien.

L'OPIC diffuse l'information sur la PI au moyen de son site Web (www.opic.ic.gc.ca) et de plusieurs bases de données accessibles au public. Il est chargé de publier le *Journal des marques de commerce* et la *Gazette du Bureau des brevets*; il publie également des guides d'information sur ses produits, des bulletins, des rapports et des communiqués. Pour encourager et faciliter l'acquisition des droits de PI et l'exploitation de l'information connexe, il a également mis sur pied un programme visant à sensibiliser les gens d'affaires, les inventeurs et les créateurs à l'importance de la PI.



Vision, mission et valeurs

Vision

Être un chef de file reconnu pour l'excellence de nos produits et services en matière de propriété intellectuelle ainsi que pour notre contribution à l'essor de l'innovation au Canada, grâce à l'amélioration permanente de la qualité, au perfectionnement continu de nos employés et au respect de nos valeurs.

Mission

Accélérer le développement économique du Canada, c'est-à-dire :

- favoriser l'utilisation du régime de la propriété intellectuelle (PI) et l'exploitation des renseignements en la matière;
- encourager l'invention, l'innovation et la créativité au Canada;
- administrer les divers volets du régime de la PI au Canada (brevets, marques de commerce, droits d'auteur, dessins industriels et topographies de circuits intégrés);
- promouvoir les intérêts internationaux du Canada en matière de PI.

Valeurs

Intégrité
Équité
Respect
Efficacité
Confiance
Qualité
Amélioration continue

Notre engagement à l'égard du service à la clientèle

Au téléphone

- Nous répondons à votre appel avec courtoisie et efficacité et, au besoin, nous indiquons la personne qui saura vous renseigner dans la langue de votre choix.
- Nous enregistrons clairement, dans les deux langues officielles, le message d'accueil de notre boîte vocale.
- Nous prenons connaissance, au moins une fois par jour, des messages qui nous sont laissés et nous rappelons avant la fin du jour ouvrable suivant.

En personne

- Nous vous accueillons dans la langue officielle de votre choix.
- Nous faisons en sorte que vous rencontriez un agent d'information du Centre de services à la clientèle dans les dix minutes suivant votre arrivée.
- Si vous désirez rencontrer un spécialiste, vous devez prendre un rendez-vous au préalable.

Correspondance générale, courriels et demandes de renseignements transmises par télécopieur

- Nous correspondons avec vous dans la langue officielle de votre choix.
- Nous accusons réception de la correspondance générale, des courriels et des demandes de renseignements reçues par télécopieur dans les deux jours ouvrables.

Si vous désirez faire officiellement des observations au sujet des produits et services offerts par l'OPIC, veuillez utiliser le formulaire de rétroaction en ligne fourni à cette fin dans le site de l'OPIC sous le bouton « Contactez-nous ».

Comment nous joindre

Office de la propriété intellectuelle du Canada
Place du Portage I
Bureau C-229, 2^e étage
50, rue Victoria
Gatineau (Québec) K1A 0C9

Renseignements généraux :
Tél. (sans frais) : 1-866-997-1936
ATS : 1-866-442-2476
Télec. : 819-953-7620
Courriel : opic.contact@ic.gc.ca
Site Web : www.opic.ic.gc.ca

Acronymes et sigles

| | |
|-------|---|
| ACEPI | Administration chargée de l'examen préliminaire international |
| ACRI | Administration chargée de la recherche internationale |
| AIR | Assistance d'immobilisation reportée |
| APEC | Organisation de coopération économique Asie-Pacifique |
| ATDB | Autoroute du traitement des demandes de brevets |
| CAB | Commission d'appel des brevets |
| CCM | Comité de consultation mixte |
| COMC | Commission des oppositions des marques de commerce |
| CR | Centre des ressources |
| CSC | Centre de services à la clientèle |
| DDADI | Direction du droit d'auteur et des dessins industriels |
| GI | Gestion de l'information |
| INAAF | Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds |
| IPEG | Groupe d'experts sur les droits de propriété intellectuelle |
| IPIC | Institut de la propriété intellectuelle du Canada |
| OMPI | Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle |
| OPI | Office de la propriété intellectuelle |
| OPIC | Office de la propriété intellectuelle du Canada |
| OSS | Organisme de service spécial |
| PCT | Traité de coopération en matière de brevets |
| PI | Propriété intellectuelle |
| PME | Petites et moyennes entreprises |
| PPL | Programme de perfectionnement en leadership |
| ROE | Renouvellement opérationnel de l'entreprise |
| TCI | Topographies de circuits intégrés |
| TI | Technologie de l'information |

Table des matières

| | |
|--|----|
| Message de la présidente | 1 |
| L'exercice financier en bref | 3 |
| Introduction | 6 |
| Orientation stratégique : services à la clientèle | 7 |
| Brevets | 8 |
| Commission d'appel des brevets | 10 |
| Marques de commerce | 11 |
| Commission des oppositions des marques de commerce | 12 |
| Droits d'auteur | 13 |
| Dessins industriels | 14 |
| Topographies de circuits intégrés | 14 |
| Produits, services et processus pratiques et conviviaux | 15 |
| Des communications claires, cohérentes, exactes et complètes | 16 |
| Orientation stratégique : sensibilisation | 18 |
| Orientation stratégique : cadre administratif de la PI | 21 |
| Orientation stratégique : activités internationales | 22 |
| Orientation stratégique : nos employés | 24 |
| Outils stratégiques habilitants | 26 |
| Gestion et reddition de comptes | 26 |
| Communications internes et externes | 27 |
| Information et technologie | 28 |
| Conclusion | 31 |
| États financiers vérifiés | 32 |
| Rapport de gestion | 32 |
| Notes aux états financiers | 38 |
| Renseignements financiers complémentaires | 43 |
| Fonds renouvelable | 43 |
| Rapport de gestion | 43 |
| État des résultats | 44 |

Appendices

| | | |
|-------------|--|----|
| Appendice A | Structure organisationnelle — 2007-2008 | 45 |
| Appendice B | Données financières | 46 |
| Appendice C | Statistiques | 48 |
| Appendice D | Normes de service à la clientèle | 62 |
| Appendice E | Membres du Comité de direction et agents de développement des affaires | 65 |

Tableaux

| | | |
|------------|---|----|
| Tableau 1 | Données sur les réalisations | 48 |
| Tableau 2 | Demandes de marques de commerce déposées, selon la langue | 49 |
| Tableau 3 | Demandes de marques de commerce déposées et enregistrées, par province ou territoire | 49 |
| Tableau 4 | Les 10 principaux requérants de marques de commerce | 49 |
| Tableau 5 | Les 10 principaux propriétaires de marques de commerce | 49 |
| Tableau 6 | Résultats opérationnels — Commission des oppositions des marques de commerce | 49 |
| Tableau 7 | Demandes de marques de commerce déposées et enregistrées, selon l'origine indiquée par le requérant | 50 |
| Tableau 8 | Demandes de brevets déposées, selon la langue | 52 |
| Tableau 9 | Demandes de brevets déposées, requêtes d'examen et brevets délivrés, par domaine | 52 |
| Tableau 10 | Demandes de brevets déposées et brevets délivrés aux résidents du Canada et aux résidents de pays étrangers | 53 |
| Tableau 11 | Les 10 principaux demandeurs de brevets | 53 |
| Tableau 12 | Les 10 principaux titulaires de brevets | 53 |
| Tableau 13 | Résultats opérationnels — Commission d'appel des brevets | 53 |
| Tableau 14 | Demandes de brevets déposées et brevets délivrés, selon l'origine indiquée par le demandeur | 54 |
| Tableau 15 | Demandes de droits d'auteur déposées, selon la langue | 56 |
| Tableau 16 | Demandes de droits d'auteur déposées et enregistrées, par province ou territoire | 56 |
| Tableau 17 | Droits d'auteur déposés et enregistrés, selon l'origine indiquée par le demandeur | 56 |
| Tableau 18 | Les 10 principaux demandeurs de droits d'auteur | 57 |
| Tableau 19 | Dessins industriels enregistrés, selon la langue | 58 |
| Tableau 20 | Demandes de dessins industriels déposées et enregistrées, par province ou territoire | 58 |
| Tableau 21 | Demandes de dessins industriels déposées et enregistrées, selon l'origine indiquée par le demandeur | 58 |
| Tableau 22 | Les 10 principaux demandeurs de dessins industriels | 59 |
| Tableau 23 | Les 10 principaux propriétaires de dessins industriels | 59 |

Figures

| | | |
|-----------|--|----|
| Figure 1 | Revenus, par produit et service | 46 |
| Figure 2 | Depenses de fonctionnement, par catégorie | 46 |
| Figure 3 | Depenses, par regroupement de directions | 46 |
| Figure 4 | Revenus — Brevets | 47 |
| Figure 5 | Revenus — Marques de commerce | 47 |
| Figure 6 | Revenus — Droits d'auteur et dessins industriels | 47 |
| Figure 7 | Délais d'exécution des demandes de marques de commerce en attente d'examen | 51 |
| Figure 8 | Demandes d'enregistrement de marques de commerce | 51 |
| Figure 9 | Demandes de marques de commerce traitées | 51 |
| Figure 10 | Requêtes d'examen de brevets | 55 |
| Figure 11 | Demandes de brevets traitées | 55 |
| Figure 12 | Demandes d'enregistrement de droits d'auteur | 57 |
| Figure 13 | Demandes de droits d'auteur traitées | 57 |
| Figure 14 | Demandes d'enregistrement de dessins industriels | 59 |
| Figure 15 | Demandes de dessins industriels traitées | 59 |
| Figure 16 | Consultations du site Web | 60 |
| Figure 17 | Demandes de renseignements | 60 |
| Figure 18 | Employés, par groupe d'âge | 61 |
| Figure 19 | Nombre d'employés | 61 |
| Figure 20 | Employés, selon le sexe | 61 |





Message de la présidente

Dans un marché en constante évolution, l'Office de la propriété intellectuelle du Canada (OPIC) procure aux innovateurs canadiens un avantage concurrentiel en protégeant leurs précieux droits de propriété intellectuelle (PI). Les efforts de l'OPIC pour promouvoir l'innovation bénéficient à tous les Canadiens lorsque les efforts des innovateurs et des créateurs sont couronnés de succès.

Ainsi que le montre le présent rapport annuel 2007-2008, l'OPIC continue de se concentrer sur l'accroissement de son efficacité, de son accessibilité et de sa souplesse à l'égard des clients et cherche des façons nouvelles et différentes de les aider à renforcer leur avantage concurrentiel, tant au pays qu'ailleurs dans le monde. Nous savons que dans l'économie actuelle axée sur le savoir, il est plus important que jamais de fournir un service à la clientèle de première qualité.

Je suis heureuse d'annoncer que, durant le dernier exercice, nous avons amélioré notre niveau de service à la clientèle dans plusieurs domaines. Une fois de plus, nous avons réduit les délais de traitement pour les principaux processus clients relatifs aux droits d'auteur et aux dessins industriels. Nous avons amélioré nos communications avec notre clientèle et nous avons tiré pleinement parti de nos ressources techniques pour procurer un accès électronique facile et instantané à un plus large éventail de services de l'OPIC. Ces changements axés sur la clientèle ont inclus une restructuration de notre site Web pour le rendre plus convivial, un accès amélioré à l'information sur les brevets, les marques de commerce et les droits d'auteur ainsi qu'un accès en ligne à l'ensemble de la Base de données sur les dessins industriels canadiens enregistrés depuis 1861.

Durant l'année écoulée, nous avons entrepris un processus continu de consultations auprès de la clientèle afin de mieux comprendre leurs besoins et de leur offrir des services adaptés. À l'appui de cet engagement, l'OPIC a mis sur pied un cadre de consultation et a entrepris de se mettre à l'écoute de divers groupes, ce qui nous permettra de nous ajuster rapidement aux priorités des clients et d'améliorer constamment la prestation de nos produits et de nos services.

Un aspect clé du mandat de l'OPIC consiste à sensibiliser les innovateurs canadiens à la PI et à les aider à mieux la connaître, de même qu'à faire en sorte qu'ils comprennent la valeur de la protection de la PI et l'avantage stratégique qu'elle confère. Ce faisant, nous aidons le gouvernement du Canada à atteindre des objectifs essentiels : une économie innovatrice et un marché équitable, efficace et concurrentielle.

Allant dans le même sens que les efforts du gouvernement pour réaliser le potentiel des sciences et de la technologie au profit du Canada, nous avons intensifié nos efforts de sensibilisation auprès des petites et moyennes entreprises (PME) et des étudiants canadiens car nous sommes conscients qu'ils sont les catalyseurs de notre économie concurrentielle et en pleine croissance. Par conséquent, nous avons mis en place des projets pilotes destinés à mettre en évidence la valeur et les avantages de l'enregistrement de la PI et de sa protection, de même que de l'utilisation efficace du régime de la PI.

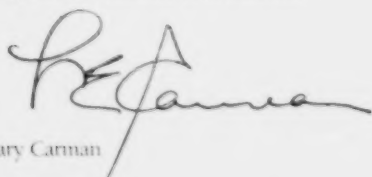
Cette année a également marqué le lancement officiel de notre projet de Renouvellement opérationnel de l'entreprise (ROE), un portefeuille de projets qui transformera notre manière de faire des affaires. Le but du ROE est de créer un environnement opérationnel sûr et rentable, axé sur l'autonomie de la clientèle et sa satisfaction, et qui fournit une gamme complète de services améliorés, cohérents et conviviaux. De plus, nous prévoyons que le ROE permettra de rendre l'information sur la clientèle plus exacte et plus complète et nous renforcerons l'infrastructure de l'OPIC en vue de créer un environnement plus sûr et plus souple pour l'échange d'informations.

Le ROE est un élément essentiel de la réalisation de notre Plan stratégique quinquennal. Cette feuille de route repose sur cinq orientations stratégiques : les services à la clientèle, la sensibilisation, le cadre administratif de la PI, les activités internationales et nos employés. À mesure que nous réaliserons des progrès dans chacun de ces secteurs, nous serons bien placés pour soutenir efficacement l'innovation au Canada et de concrétiser notre vision de devenir un office de la propriété intellectuelle (OPI) de premier plan.

En 2007-2008, nous avons continué à rehausser la visibilité du Canada sur la scène internationale grâce à notre participation active à diverses tribunes et réunions internationales. Ces rencontres sont d'excellentes occasions de recueillir des renseignements sur les pratiques exemplaires à l'étranger, de favoriser la compréhension et de relever d'autres domaines de collaboration possible avec d'autres OPI.

Ma première année à la tête de l'OPIC s'achève déjà. Je suis heureuse du chemin parcouru et je suis certaine que notre plan stratégique et le ROE ont ouvert la voie vers le renforcement de nos services ainsi que vers la réalisation des grands objectifs du gouvernement. J'aimerais profiter de ce moment où nous entamons une nouvelle étape pour remercier notre personnel dévoué et compétent, qui fait de l'OPIC une organisation d'excellence. Je me réjouis d'avance des initiatives clés que nous mettrons en place et qui nous aideront à devenir un chef de file parmi les OPI.

Commissaire aux brevets, registraire des
marques de commerce et présidente,



Mary Carman

L'exercice financier en bref

En mars 2008, l'OPIC a publié son Plan stratégique quinquennal intitulé « Aller de l'avant au profit du Canada », qui établit cinq orientations stratégiques : les services à la clientèle, la sensibilisation, le cadre administratif de la PI, les activités internationales et nos employés.

Services à la clientèle

Pour vraiment répondre aux besoins de ses clients, l'OPIC doit être proactif et, dans ce but, il a lancé officiellement le projet de ROE, qui transformera la manière dont l'organisme mène ses activités. En fait, le ROE est la clé de voûte du plan stratégique. Il entraînera une amélioration des produits, des services et des processus pour les clients et permettra à l'OPIC de déterminer ce qui est nécessaire pour devenir un chef de file parmi les OPI.

Lors du lancement, l'OPIC a établi une structure de gouvernance pour le ROE, ce qui lui a permis de planifier les premières étapes du projet — définir une vision commune du succès pour le ROE et dégager des occasions clés à saisir.

Durant l'exercice 2007-2008, l'OPIC s'est concentré sur les priorités de ses clients : les communications, l'accessibilité et les délais d'exécution. Les groupes de clients avec qui l'OPIC fait affaire sont : les créateurs et les inventeurs, les exploitants canadiens actuels et éventuels de droits de PI et d'informations sur la PI ainsi que les spécialistes qui agissent au nom des créateurs et des innovateurs.

Le quatrième Sondage national auprès de la clientèle a été lancé en mars 2008. Toujours axé sur la réponse aux besoins des clients, le sondage a permis de mesurer le degré de satisfaction de la clientèle à l'égard des produits et des services de l'OPIC, de faire un suivi des progrès accomplis pour ce qui est de répondre aux besoins des clients au fil du temps et d'améliorer le service dans certains secteurs d'activité.

L'année en quelques chiffres

Brevets

- 41 321 demandes de brevets
- 33 673 demandes de brevets traitées
- 2 385 rapports de recherche internationale
- 430 rapports préliminaires internationaux sur la brevetabilité

Marques de commerce

- 47 586 demandes de marques de commerce
- 25 314 enregistrements

Droits d'auteur

- 9 321 demandes d'enregistrement de droits d'auteur
- 2 009 demandes de cession d'intérêt
- 9 254 enregistrements

Dessins industriels

- 5 174 demandes d'enregistrement de dessins industriels
- 5 917 enregistrements

Les délais d'exécution aux clients se sont améliorés de manière soutenue pour le deuxième exercice consécutif, surtout en ce qui concerne les clients des secteurs des droits d'auteur et des dessins industriels.

Un nouveau bulletin mensuel intitulé *Bulletin de nouvelles de l'OPIC* présente aux clients des nouvelles de toutes les facettes de l'OPIC, et les principaux intervenants restent informés grâce à un abonnement aux bulletins mensuels affichés sur le site Web.

L'amélioration des communications avec les clients, les principaux intervenants et les employés a été un point auquel nous avons accordé beaucoup d'importance en 2007-2008. Les clients peuvent désormais accéder facilement à un large éventail d'informations, de services et de produits grâce à une nouvelle « page destinée aux clients » sur le site Web de l'OPIC. Leur expérience en ligne est maintenant plus simple grâce aux fonctionnalités de navigation et de recherche améliorées dans la Base de données sur les brevets canadiens. Pour la première fois, les clients ont été en mesure d'obtenir en direct de l'information sur le statut de dossiers d'opposition et de dossiers visés par l'article 45 grâce à la Base de données sur les marques de commerce canadiennes. La Base de données sur les dessins industriels canadiens a été complétée et contient maintenant plus de 110 000 dessins industriels canadiens. Les utilisateurs peuvent aller en ligne pour voir les dessins, dont certains remontent à 1861.

Sensibilisation

Pour aider les innovateurs et les créateurs canadiens à comprendre le régime de la PI et à se prévaloir de ses avantages, l'OPIC a mis un accent spécial sur les PME et le secteur de l'enseignement. Et afin d'aider les PME à utiliser les connaissances de la PI pour acquérir un avantage concurrentiel sur le marché, l'OPIC a lancé un projet pilote à l'intention du secteur de l'environnement en vue de déterminer la meilleure manière de mobiliser les petites entreprises, d'obtenir la collaboration des principaux partenaires et de concevoir des outils adaptés pour les produits et les services.

Pour sensibiliser le secteur de l'enseignement à la PI, l'OPIC a invité les trois lauréats de l'Expo-sciences pancanadienne à participer au Tour des jeunes innovateurs canadiens, qui inclut une visite des bureaux de l'OPIC et une séance de sensibilisation personnalisée avec un examinateur de brevets. Du côté de la formation postsecondaire, l'organisme a lancé un projet pilote avec des partenaires universitaires en vue de concevoir des outils d'intégration de la PI aux cours.

Cadre de la PI

Les modifications proposées par l'OPIC aux *Règles sur les brevets*, au *Règlement sur les marques de commerce*, au *Règlement sur les dessins industriels* et au *Règlement sur les topographies de circuits intégrés* sont entrées en vigueur. Ces modifications assurent à nos clients un régime canadien de PI plus convivial, plus rentable et plus souple. De plus, pour favoriser la compétitivité et permettre à nos clients de réaliser des économies, l'OPIC a entrepris une modernisation de la *Loi sur les marques de commerce*.

Activités internationales

L'OPIC fait sa part en ce qui concerne l'amélioration du système international de PI en contribuant aux politiques et pratiques administratives internationales et en les influençant de même qu'en échangeant de l'information d'affaires et des pratiques exemplaires. En vue d'améliorer les normes internationales en matière de PI, l'OPIC a participé activement à de nombreuses réunions de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) et de l'Organisation de coopération économique Asie-Pacifique (APEC), y compris les assemblées générales, une assemblée générale extraordinaire, le Groupe B+, le Groupe de Vancouver et divers comités techniques. L'OPIC a dirigé la délégation du Canada aux réunions du Groupe d'experts sur les droits de propriété intellectuelle (IPEG) de l'APEC au Taipei chinois, en juin 2007, et à Lima, au Pérou, en février 2008.

L'OPIC continue de fournir une assistance technique aux pays en développement. Les délégués de 10 pays en développement des régions de l'Asie-Pacifique, de l'Amérique latine, des Caraïbes, du Moyen-Orient, de l'Afrique et de l'Europe de l'Est ont participé à l'Atelier à l'intention des cadres de l'OMPI/OPIC sur l'application des techniques de gestion dans le domaine des prestations de service en matière de propriété intellectuelle.

Nos employés

Afin de poursuivre la constitution d'un effectif dévoué, l'OPIC a mis en place une nouvelle structure de gouvernance des ressources humaines qui met l'accent sur le recrutement et le maintien en poste, l'apprentissage et le perfectionnement, et le bien-être en milieu de travail.

Le fait de garder les employés informés permet de créer un climat de travail habilitant. L'intranet de l'organisme (OPICnet) présente maintenant le *Bulletin hebdomadaire d'OPIC Info*, un nouvel outil de communication de nouvelles organisationnelles et d'annonce d'événements qui permet au personnel de toutes les directions de se tenir au courant.

Pour faciliter l'intégration des étudiants ainsi que la relation superviseur-étudiant, les gestionnaires responsables de l'embauche ont été invités à participer à un atelier sur les différences entre les générations. L'OPIC a mis au point de nouveaux principes directeurs afin de favoriser l'apprentissage continu et a ajouté un élément de perfectionnement en langues officielles à son Centre de ressources. Conformément à l'importance qu'il accorde à l'instauration d'un climat dans lequel la diversité est reconnue et respectée, l'OPIC a installé une salle de recueillement que les employés peuvent utiliser pour la réflexion personnelle ou la pratique religieuse.

Introduction

Objectif

Le présent rapport annuel vise à fournir des renseignements sur les résultats opérationnels et financiers de l'OPIC au cours de l'exercice 2007-2008. Il inclut des renseignements clés sur le rendement touchant les services de l'organisme ainsi que des statistiques sur la PI pouvant intéresser des organisations nationales et internationales.

Contexte

L'OPIC a été créé en tant qu'organisme de service spécial (OSS) en vertu d'un document cadre approuvé par le Conseil du Trésor, qui est entré en vigueur le 1^{er} avril 1992. La dirigeante de l'OPIC, qui est la présidente, commissaire aux brevets et registraire des marques de commerce, assume la responsabilité générale du rendement de l'organisme, y compris l'orientation stratégique à long terme. Elle est tenue responsable envers le sous-ministre et le ministre de l'Industrie de l'obtention de résultats et du respect des objectifs financiers. L'organigramme de l'OPIC figure à l'appendice A.

L'OPIC impose des frais pour les services qu'il offre à ses clients et est entièrement financé par ces frais. En ayant accès à ses revenus, l'organisme bénéficie d'une marge de manœuvre dans les domaines des finances, des ressources humaines et de l'administration, ce qui lui permet de se concentrer sur la souplesse et sur la qualité des services offerts dans un environnement caractérisé par l'évolution des besoins des clients et un marché du travail concurrentiel.

Mandat et mission

Le mandat de l'OPIC découle de textes législatifs et autres, y compris la Loi sur les brevets, la Loi sur les marques de commerce, la Loi sur le droit d'auteur, la Loi sur les dessins industriels, la Loi sur les topographies de circuits intégrés et la Loi sur les inventions des fonctionnaires, ainsi que sur les règlements associés à chacune de ces lois.

La mission de l'OPIC est d'accélérer le développement économique du Canada, c'est-à-dire :

- favoriser l'utilisation du régime de la PI et l'exploitation de la PI;
- encourager l'invention, l'innovation et la créativité au Canada;
- administrer le régime de la PI au Canada, y compris les brevets, les marques de commerce, les droits d'auteur, les dessins industriels et les topographies de circuits intégrés;
- promouvoir les intérêts internationaux du Canada en matière de PI.

Au sujet du rapport annuel

Le présent rapport annuel est structuré en fonction de cinq orientations stratégiques qui favorisent la prestation de services de qualité aux clients de l'OPIC et aux intervenants et qui reflètent la vision de l'organisme, à savoir aider les Canadiens à mieux participer et contribuer, grâce au régime de la PI, à une économie concurrentielle de plus en plus axée sur le savoir. Ces cinq orientations stratégiques sont les suivantes : les services à la clientèle et la sensibilisation (deux éléments qui sont au cœur des activités de l'OPIC), le cadre administratif de la PI, les activités internationales et nos employés.

Orientation stratégique : services à la clientèle

L'OPIC est conscient qu'il est important d'accroître le niveau et la qualité des activités de PI des Canadiens. Pour atteindre cet objectif, l'organisme s'est engagé à fournir des produits et des services de qualité répondant aux besoins et aux attentes des clients tout en veillant au mieux à l'intérêt public.

L'OPIC s'efforce continuellement de devenir plus efficace, plus accessible et plus réceptif aux besoins des clients. L'organisme a continué cette année à donner suite aux résultats de son troisième Sondage national auprès de la clientèle, effectué en juin 2005.

L'organisme a concentré ses efforts sur trois groupes distincts de clients ayant divers besoins et attentes :

- les créateurs et inventeurs de PI;
- les exploitants canadiens actuels et éventuels de droits et d'information sur la PI;
- les spécialistes qui agissent au nom des créateurs et des innovateurs.

Tout au long de l'année, l'organisme a amélioré ses services dans les trois domaines suivants, qui représentent les principales priorités des clients selon le sondage de 2005 :

- des produits et des services de qualité en temps opportun;
- des produits, des services et des processus pratiques et conviviaux;
- des communications claires, cohérentes, exactes et complètes.

Des produits et des services de qualité en temps opportun

Pour le deuxième exercice consécutif, des progrès significatifs ont été réalisés à l'OPIC en matière de réduction des délais d'exécution des principaux services aux clients. Les délais d'exécution se sont améliorés de façon marquée pour les processus concernant les droits d'auteur et les dessins industriels.

Les secteurs d'activité de l'OPIC s'efforcent d'atteindre cet objectif stratégique en accordant une grande importance aux délais d'exécution et à la qualité. Tous les secteurs d'activité s'emploient à accroître la rapidité, la cohérence, l'exhaustivité et l'exactitude des produits, des services et des processus de recherche et d'examen.

Brevets

La Direction des brevets reçoit, classe, examine et traite les demandes de brevets qui confèrent des droits de PI pour une nouvelle invention (procédé, machine, fabrication ou composition de matières) ainsi que pour toute amélioration nouvelle et utile d'une invention antérieure.

Les examinateurs de la Direction des brevets sont des spécialistes qualifiés dans de nombreuses disciplines, qui ont suivi une formation technique et juridique approfondie. La clientèle de la Direction est composée de clients nationaux et internationaux (grand public, scientifiques, gens d'affaires, universités, inventeurs, professionnels du domaine des brevets, instituts de recherche) œuvrant dans de nombreux domaines, notamment la biotechnologie, l'informatique, la physique, le génie mécanique, le génie civil et la chimie.

En plus de traiter les demandes déposées nationalement, la Direction reçoit les demandes internationales déposées en vertu du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et établit les rapports de recherche et les rapports préliminaires internationaux sur la brevetabilité en tant qu'administration chargée de la recherche internationale du PCT. Grâce à sa participation active à la Réunion des administrations internationales, la Direction contribue efficacement à l'amélioration de la qualité et à accroître l'importance du travail effectué par les administrations internationales.

Les archives de la Direction constituent l'un des plus grands fonds de renseignements technologiques au Canada. Le public peut effectuer des recherches de documents de brevets canadiens à l'aide du système de classification détaillé des archives.

Points saillants

En 2007-2008, la Direction des brevets a entrepris une révision en profondeur du chapitre 17 du *Recueil des pratiques du Bureau des brevets*, qui traite de la biotechnologie. Le public a émis des commentaires sur le chapitre 17 et l'OPIC examine actuellement les observations reçues. La commissaire aux brevets publiera une version finale dans les mois qui viennent.

De plus, le chapitre 12 intitulé « Utilité et objet » a fait l'objet d'une révision qui s'est échelonnée sur une grande partie de 2007-2008. Ce chapitre est révisé afin de le rendre plus clair et de donner des directives plus complètes sur les pratiques d'examen lorsqu'il s'agit de déterminer si un objet revendiqué est conforme à la loi et s'il est utile. Le processus de révision comporte à la fois un examen interne et un examen externe. L'OPIC a l'intention de mettre le chapitre à la disposition du public pour qu'il en prenne connaissance et formule des observations; ces commentaires seront pris en considération et la version finale du chapitre sera publiée en 2008-2009.

La Direction a reçu 41 321 demandes de brevets et a traité 33 673 demandes nationales. Conformément au statut d'administration chargée de la recherche internationale (ACRI) et d'administration chargée de l'examen préliminaire international (ACEPI) de l'OPIC, la Direction a également produit 2 385 rapports de recherche internationale et 430 rapports préliminaires internationaux sur la brevetabilité.

Durant l'exercice, la Direction a accru de manière significative sa production, réduit les délais d'exécution et respecté de manière constante les dates limites du traitement des demandes internationales. Par contre, elle n'a pas atteint son objectif de fin d'exercice consistant à procéder à un premier examen de fond en moins de 24 mois dans le cas de 80 p. 100 des demandes. Cet objectif s'est révélé tout un défi, et le résultat atteint a été de 72 p. 100. Bien que la Direction ait recruté 33 nouveaux examinateurs, l'accroissement de la capacité d'examen dans certains domaines continue d'être la plus grande difficulté à surmonter pour le respect de cet engagement envers les clients. Les investissements de la Direction dans l'amélioration des pratiques de l'OPIC ainsi que des initiatives telles que l'Autroute du traitement des demandes de brevets (ATDB) permettront d'améliorer le service dans l'avenir.

Au début de janvier 2008, l'OPIC et le United States Patent and Trademark Office ont lancé le programme pilote de l'ATDB, d'une durée d'un an.

Cette initiative permet à chaque office de bénéficier du travail déjà effectué par l'autre, ce qui permet de réduire la charge de travail associée aux examens et d'améliorer la qualité des brevets. Elle permet aussi aux déposants qui utilisent l'ATDB d'obtenir les brevets correspondants plus rapidement et plus efficacement.

Les modifications de nature législative et réglementaire qui sont entrées en vigueur durant l'exercice ont entraîné la mise en place de plusieurs nouvelles procédures à la Direction des brevets. Par exemple, les modifications apportées au *Règlement d'application du Traité de coopération en matière de brevets* a conduit l'Unité internationale PCT à adopter de nouvelles procédures. Ces modifications concernent la restauration des droits de priorité, les parties ou les éléments qui manquent dans la demande internationale et la rectification d'erreurs évidentes.

Dans le cadre de l'ATDB, un déposant qui reçoit une décision de la part d'un des deux offices selon laquelle au moins une revendication d'une demande est brevetable peut demander que l'autre office traite de façon accélérée les revendications correspondantes dans les demandes correspondantes.

La Direction a continué à tenir des consultations et à communiquer efficacement avec les professionnels des brevets grâce à sa participation au Comité de consultation mixte (CCM), un comité conjoint entre l'OPIC et les agents de brevets de l'Institut de la propriété intellectuelle du Canada (IPIC). L'IPIC a reconnu le CCM en tant que comité modèle et, cette année, s'est basé sur celui-ci pour d'autres comités OPIC/IPIC, soit le CCM-Markes de commerce et le CCM-Dessins industriels. Des mandats communs ont été déterminés pour ces comités conjointement avec l'IPIC.

En juin 2007, la Table ronde canadienne des administrateurs du PCT s'est réunie à l'Université d'Ottawa et à l'administration centrale de l'OPIC où 30 administrateurs expérimentés du PCT se sont rencontrés pour une deuxième assemblée annuelle. L'assemblée était commanditée par le cabinet d'avocats canadien Borden Ladner Gervais LLP. Les participants ont discuté du processus du PCT, à partir du formulaire de requête jusqu'à la phase nationale de dépôt d'un brevet en passant par l'examen. Le personnel de la Direction des brevets a dû répondre à des questions de toutes sortes sur les modifications apportées aux *Règles sur les brevets* qui sont entrées en vigueur le 2 juin 2007. Ce genre de partage de connaissances entre la Direction et la collectivité de la PI confirme la volonté de l'OPIC de faciliter l'utilisation du régime de la PI au Canada, ainsi que la stratégie en matière de sciences et de technologie récemment publiée par le gouvernement du Canada. La stratégie met en évidence la PI en tant qu'instrument important pour la promotion des investissements du secteur privé dans la recherche et le développement et les technologies avancées au Canada.

Commission d'appel des brevets

La Commission d'appel des brevets (CAB) est composée de hauts fonctionnaires du Bureau des brevets qui ont pour mission de conseiller la commissaire aux brevets dans l'exercice de ses fonctions en vertu de la Loi sur les brevets.

La Commission a pour mandat :

- d'examiner les demandes de brevets ou de dessins industriels rejetées et de recommander que ces demandes soient refusées ou renvoyées à l'examineur pour nouveau traitement;
- de gérer le processus de réexamen d'un brevet sur le principe de l'antériorité, lorsque la Loi sur les brevets l'exige;
- de mettre en application les procédures relatives à l'exercice abusif des droits de brevets prévues à l'article 65 de la Loi sur les brevets;
- de formuler des recommandations sur la façon de déterminer quel demandeur est le premier inventeur et donc la personne habilitée à revendiquer une invention, dans le cadre d'une procédure de conflit qui s'applique aux demandes déposées avant le 1^{er} octobre 1989, lorsque deux ou plusieurs demandeurs revendiquent les droits relatifs à la même invention;
- de gérer les procédures relatives à l'octroi de licences obligatoires pour les médicaments brevetés en vertu de l'article 21 de la Loi sur les brevets en vue de leur exportation vers des pays en développement aux prises avec des problèmes de santé publique.

La CAB donne également des directives aux avocats de l'OPIC dans les dossiers mettant en cause la commissaire aux brevets.

La Commission offre en outre un soutien administratif aux commissions responsables de l'examen de compétence des agents de brevets et de l'examen d'aptitude des agents de marques de commerce. En 2007-2008, 241 candidats se sont présentés à l'examen de compétence des agents de brevets, tandis que 24 candidats se sont inscrits à l'examen d'aptitude des agents de marques de commerce.

En 2007-2008, la CAB s'est prononcée sur cinq demandes de brevets et en a examiné 16 autres, ce qui inclut la préparation d'ébauches de recommandations pour la commissaire. La CAB s'est penchée sur une demande de redelivrance rejetée et a examiné cinq demandes de brevets rejetées. La Commission a également constitué trois conseils de réexamen et conclu cinq procédures de réexamen. Les décisions de la commissaire à l'égard de deux procédures de conflit concernant six demandes de brevets ont été finalisées. Toutes les décisions finales de la commissaire aux brevets peuvent faire l'objet d'un appel devant la Cour fédérale du Canada.

Points saillants

En septembre 2007, la commissaire aux brevets a accordé la première autorisation à Apotex Inc., un fabricant de médicaments génériques, en vertu du Régime canadien d'accès aux médicaments. L'entreprise va produire un médicament utilisé pour traiter le VIH et le sida et l'exporter au Rwanda, en Afrique. Le Régime est un cadre législatif et réglementaire reposant sur des modifications relatives à la Loi sur les brevets, à la Loi sur les aliments et drogues et au Règlement sur l'usage de produits brevetés à des fins humanitaires internationales, qui facilitent l'approvisionnement en médicaments brevetés aux pays en développement aux prises avec des problèmes de santé publique, tels que le VIH-sida, la malaria et la tuberculose.

Marques de commerce

La Direction des marques de commerce est responsable de l'enregistrement des marques de commerce – mots, symboles ou dessins qui servent à distinguer les produits ou les services offerts sur le marché. La Direction examine les demandes d'enregistrement de marques de commerce, accorde des enregistrements aux demandeurs qui satisfont aux exigences réglementaires et consigne les nouveaux renseignements quand un droit relatif à une marque de commerce est cédé à un nouveau propriétaire.

Depuis cinq ans, la Direction a beaucoup amélioré son délai d'exécution entre la date de dépôt de la demande et le premier rapport d'examen, qui est passé de 17 mois à six mois.

Points saillants

En 2007-2008, la Direction a reçu 47 586 nouvelles demandes de marques de commerce, soit une augmentation par rapport aux 45 374 demandes reçues en 2006-2007. Parmi les demandes reçues en 2007-2008, 25 314 marques de commerce ont été enregistrées.

Pour s'efforcer de maintenir à six mois le délai d'exécution entre la date de dépôt de la demande et le premier rapport d'examen et à quatre mois pour la correspondance subséquente avec le client, la Direction a embauché 24 nouveaux examinateurs dont 13 ont suivi une formation exhaustive en 2007-2008. Les 11 autres la termineront à l'exercice suivant. De plus, la Direction va continuer à recruter en fonction des besoins dans l'avenir afin de s'assurer que des ressources suffisantes sont en place pour maintenir le délai d'exécution de six mois et pour stabiliser le nombre de demandes en attente d'examen.

En plus d'embaucher de nouveaux examinateurs, la Direction a également doté des postes de direction clés en 2007-2008. Ces mesures de dotation permettront à la Direction de progresser dans la mise en œuvre du ROE et de se concentrer sur l'initiative de gestion de la qualité.

La Direction a donné la traduction en impartition à un tiers et a aussi mis en place la traduction des marchandises et services aux premières étapes des demandes, ce qui facilite la tâche aux examinateurs pour ce qui est de l'uniformité et de la qualité des examens.

La Direction a entrepris la mise en place d'un système de gestion de la qualité en 2007-2008. Les employés des sections de l'Examen et des Opérations ont assisté à des ateliers sur la qualité et un Comité sur la qualité a été mis sur pied; il doit élaborer des critères et un plan de révision des dossiers à différents stades du processus.

La Direction a consacré beaucoup de temps à la schématisation et à l'examen de ses principaux processus, en vue d'en améliorer la qualité générale et de cibler les aspects à améliorer. Ce travail a été accompli tant comme préparation au ROE que pour l'initiative de gestion de la qualité.

Commission des oppositions des marques de commerce

La Commission des oppositions des marques de commerce (COMC) étudie les demandes présentées par des tiers qui s'opposent à l'enregistrement d'une marque de commerce proposée et publiée dans le Journal des marques de commerce. Des tiers font des déclarations d'opposition dans le cas d'environ 4 p. 100 des demandes d'enregistrement d'une marque de commerce passées. La COMC traite aussi les demandes de radiation d'une marque de commerce du registre des marques de commerce, au motif que celle marque n'est pas employée au Canada (article 45). La COMC tient des audiences, au besoin, et rend des décisions au nom du registraire des marques de commerce.

Toutes les décisions du registraire des marques de commerce peuvent faire l'objet d'un appel devant la Cour fédérale du Canada.

Points saillants

En 2007-2008, la COMC a fourni de l'information en ligne par le biais de la Base de données sur les marques de commerce canadiennes sur l'état des cas d'opposition à l'enregistrement de marques de commerce et des demandes soumises en vertu de l'article 45. La COMC a également recruté deux nouveaux membres et deux agents d'audience.

En 2007-2008, la COMC a accru son offre d'information en ligne afin qu'on puisse accéder aux renseignements sur les cas d'opposition à l'enregistrement d'une marque de commerce et aux demandes soumises en vertu de l'article 45 par le biais de la Base de données sur les marques de commerce canadiennes.

Des modifications apportées au *Règlement sur les marques de commerce* sont entrées en vigueur le 1^{er} octobre 2007. Dans le cadre de l'entrée en vigueur de ces modifications, la COMC a modifié sa pratique, qui était en vigueur depuis 1996. Le changement le plus important concernait les prorogations accordées à diverses étapes de la procédure d'opposition. Le nouveau règlement a été conçu de manière à donner aux parties un délai plus raisonnable pour se conformer aux exigences réglementaires de la procédure d'opposition tandis que la nouvelle pratique de la COMC réduit de manière importante le délai supplémentaire accordé aux parties pour se conformer aux exigences réglementaires.

Durant l'exercice, la COMC a reçu 1 387 déclarations d'opposition et 569 demandes soumises en vertu de l'article 45.

Droits d'auteur, dessins industriels et topographies de circuits intégrés

Droits d'auteur

Points saillants

Dessins industriels

On appelle dessin industriel les caractéristiques visuelles d'un article fabriqué en ce qui touche la forme, la configuration, le motif ou les éléments décoratifs. La DDADI est chargée de l'enregistrement des dessins industriels et procède à l'examen des demandes pour déterminer si elles sont conformes à la Loi sur les dessins industriels et au Règlement sur les dessins industriels.

Points saillants

Durant l'exercice, 5 174 demandes d'enregistrement de dessins industriels ont été reçues, soit environ 6 p. 100 de plus que les 4 883 demandes reçues en 2006-2007. Au total, les enregistrements octroyés se sont établis à 5 947, une hausse de près de 55 p. 100 par rapport aux 3 841 enregistrements de l'exercice précédent. En dépit de l'accroissement de la charge de travail, la DDADI a dépassé les normes de service établies et a terminé l'exercice avec un délai d'exécution moyen entre le dépôt et le premier rapport de l'examineur qui s'est établi à 10 mois.

Afin de maintenir la qualité du service à la clientèle compte tenu de l'accroissement du nombre de demandes d'enregistrement de dessins industriels, la DDADI a créé un poste de spécialiste en dessins industriels responsable de l'assurance de la qualité, du contrôle de la qualité et de l'efficacité de l'examen. La création de ce poste a été un succès et un programme de formation des nouveaux examinateurs relève maintenant du titulaire de ce poste.

En novembre 2007, on a terminé les travaux relatifs à la Base de données sur les dessins industriels canadiens, qui inclut désormais la totalité des 110 000 dessins industriels enregistrés depuis décembre 1861. En 2005, la phase initiale du projet de base de données a été complétée, ce qui a permis d'offrir à la consultation 10 000 dessins enregistrés après le 15 juin 2002. Depuis ce temps, tous les dessins restants enregistrés avant 2002 ont été saisis sous forme électronique. La totalité des 110 000 dessins enregistrés peut maintenant être consultée en ligne, et les utilisateurs peuvent y effectuer des recherches avant de déposer une demande afin de vérifier si un certain dessin existe déjà.

Topographies de circuits intégrés

Les topographies de circuits intégrés (TCI) sont des configurations en trois dimensions de semi-conducteurs, de métaux, d'isolants et d'autres éléments qui composent les microcircuits que l'on trouve dans de nombreux produits tels que l'équipement médical et aérospatial, les appareils électroniques grand public et les appareils électroménagers.

Les TCI sont une forme de PI à part entière. Elles sont considérées comme essentielles au fonctionnement des technologies de l'information, des communications et du divertissement.

La DDADI est chargée de traiter les demandes liées aux TCI et d'enregistrer ces dernières au nom du registraire des topographies, qui est aussi le directeur de la DDADI.

En 2007-2008, aucune demande d'enregistrement de TCI n'a été reçue ou enregistrée.

Produits, services et processus pratiques et conviviaux

En 2007-2008, l'OPIC a lancé officiellement le ROE, qui transformera la manière dont l'organisme mène ses activités. Le ROE débouchera sur une amélioration des produits, des services et des processus pour les clients et les employés, et permettra à l'OPIC de déterminer ce qui est nécessaire pour devenir un chef de file parmi les OPI.

L'OPIC a mis en place une structure de gouvernance pour le ROE et planifié les premières étapes du programme. Ces premières étapes ont inclus la détermination d'une série de résultats opérationnels souhaités afin de définir une vision commune du succès pour le ROE ainsi que le choix de 15 occasions clés allant dans le sens de trois priorités à court et à long terme : le remaniement des processus, les outils de technologie de l'information (TI) habilitants clés et les services électroniques.

La nouvelle structure de gouvernance du ROE inclut un comité directeur, une équipe de gestion du programme et un groupe consultatif externe. L'une des premières tâches du comité directeur a consisté à approuver les exigences documentées en matière de fonctions officielles de gestion de projet et d'analyse des activités. À la fin de l'exercice, bon nombre de rôles clés au Bureau de coordination du renouvellement opérationnel de l'entreprise avaient été dotés d'un responsable, notamment les communications et la gestion du changement, le soutien administratif et les TI stratégiques. L'élaboration des exigences opérationnelles et une analyse de rentabilisation pour la centralisation et l'intégration de l'information sur les clients ont été désignées comme des éléments prioritaires de la stratégie du ROE.

Points saillants

Un autre aspect important pour l'OPIC est l'amélioration de ses services électroniques destinés aux clients afin de leur faciliter l'accès aux services de l'organisme. Cette année, avec la mise en service de la Base de données sur les dessins industriels canadiens en novembre 2007, les clients ont accès en direct à l'ensemble de la collection des 110 000 dessins industriels enregistrés au Canada depuis décembre 1861.

L'OPIC a adopté un système de gestion du contenu Internet et mis en application les Normes sur la normalisation des sites Internet (NSI 2.0) dans la restructuration de son site pour améliorer l'expérience utilisateur. Le site Web comporte plusieurs nouvelles caractéristiques techniques que les utilisateurs trouveront utiles pour la navigation dans le site, notamment des liens rapides vers de nombreuses pages fréquemment consultées de l'OPIC et d'Industrie Canada (IC) ainsi qu'un accès facile à l'information propre aux directions de l'OPIC.

L'OPIC a lancé la première phase du ROE, la « modernisation des processus », en schématisant les processus actuels de chaque direction pour quatre tâches :

- intrants normalisés, modèles et information sur les clients;
- traitement du courrier entrant;
- formalités et traitement;
- cessions.

L'accès électronique a également été amélioré pour ce qui est de l'information sur les brevets, les marques de commerce et les droits d'auteur. Des améliorations ont été apportées à la Base de données sur les brevets canadiens pour améliorer et élargir ses capacités de recherche et de navigation. Les utilisateurs peuvent désormais accéder aux images avec un seul clic et passer facilement du français à l'anglais sur toutes les pages de la base de données. D'autres caractéristiques utiles incluent l'information sur la date de la dernière mise à jour ou modification de la base de données et la capacité de visualiser des pages dans une seule fenêtre de navigateur. L'information sur les oppositions à l'enregistrement d'une marque de commerce et les cas relatifs à l'article 45 a aussi été mise à disposition par le biais de la Base de données sur les marques de commerce canadiennes. De plus, les services électroniques relatifs aux droits d'auteur ont été améliorés, ce qui permet aux clients de joindre des documents à leur demande d'enregistrement.

Afin de recueillir de l'information sur les pratiques exemplaires et de recommander une ligne de conduite dans les domaines de la communication de renseignements et de documents, l'échange de données et des services en direct, l'OPIC a poursuivi le dialogue entrepris avec d'autres OPI et a participé à des conférences sur la diffusion, l'échange de données et les services électroniques lors de la Conférence d'information sur les brevets de l'Office européen des brevets, tenue en Europe, ainsi qu'à la Patent Information User Group Conference [Conférence des groupes d'utilisateurs d'informations sur les brevets], tenue aux États-Unis.

Des communications claires, cohérentes, exactes et complètes

Afin de mieux comprendre et servir ses clients, l'OPIC a entrepris un processus continu de consultation auprès d'eux afin de prendre connaissance de leurs préoccupations clés et des questions prioritaires en vue d'améliorer constamment la prestation de ses services, de ses produits et de ses processus. Pour renforcer cet engagement, l'OPIC a élaboré et diffusé des lignes directrices en matière de consultations organisationnelles et restructuré son site Web pour accroître la visibilité des consultations. Un calendrier des consultations a été mis au point et les consultations prévues ont été menées au cours de l'année. La rétroaction sur les consultations a ensuite été diffusée dans l'ensemble de l'organisme en tant que source d'information importante pour le processus de planification des activités.

Points saillants

Parmi les consultations importantes menées en 2007-2008, mentionnons les suivantes :

- l'OPIC a effectué un sondage interne pour évaluer le degré de satisfaction des employés à l'égard des processus et des outils de communication actuels et pour connaître les besoins des employés dans ce domaine. Le sondage a permis de déterminer des priorités pour l'amélioration des processus de communication internes de l'OPIC. Il a également permis d'évaluer le degré de succès de l'OPIC pour ce qui était de tenir les employés au courant des buts et des priorités de l'organisme;
- l'OPIC a tenu une série de groupes de discussion avec des étudiants pour mieux connaître leur expérience de travail à l'OPIC; les résultats ont été utilisés pour améliorer l'environnement de travail des étudiants et aider l'organisme à attirer, embaucher et maintenir en poste de jeunes spécialistes qualifiés;
- une série de groupes de discussion a également eu lieu avec des agents de brevets afin d'obtenir les observations des clients sur les services électroniques offerts par l'OPIC et de déterminer des priorités pour un système en ligne propose de récupération de dossiers de brevets;

- L'OPIC a lancé son quatrième Sondage national auprès de la clientèle en mars 2008. Ce sondage important a été conçu pour mesurer le degré de satisfaction de la clientèle à l'égard des produits et des services de l'OPIC ainsi que pour surveiller les progrès accomplis par celui-ci dans la réponse aux besoins des clients au fil du temps. Le sondage visait aussi à aider les secteurs d'activité de l'OPIC à dégager des possibilités précises d'amélioration du service ainsi qu'à permettre à l'organisme de déterminer ses priorités en matière d'amélioration des services à court et à moyen terme;
- un sondage sur la sensibilisation à la PI a également été lancé vers la fin de l'exercice. Il ciblait le secteur de l'industrie et celui de l'environnement afin de faire un suivi du sondage général sur la sensibilisation à la PI que l'OPIC a réalisé en 2006. L'objectif de cette étude était de mesurer la sensibilisation, les connaissances et l'utilisation efficace de la PI dans le secteur de l'environnement ainsi que de déterminer les possibilités d'amélioration des services de sensibilisation de l'OPIC dans le secteur de l'industrie;
- l'OPIC a recueilli les félicitations, les commentaires et les plaintes des clients tout au long de l'exercice au moyen de son mécanisme de rétroaction en ligne;
- l'OPIC a également participé à une enquête par téléphone et en ligne menée par Agriculture et Agroalimentaire Canada pour évaluer les technologies de communications nouvelles et émergentes.

L'OPIC a mis au point une base de données intégrée permettant de tenir des listes de clients pour les besoins des sondages et des groupes de discussion. Cette base de données provisoire sera éventuellement remplacée par un système intégré de gestion de l'information (GI) sur la clientèle, qui est prévu dans le cadre du ROE.

Une série d'améliorations du service ont continué d'être mises en œuvre par l'OPIC en fonction des priorités dégagées dans le Sondage national auprès de la clientèle de 2005. L'enquête a permis de relever trois grands facteurs de satisfaction des clients : les communications, l'accessibilité et la rapidité. Le plan d'amélioration des services de l'OPIC a par la suite permis de dégager des priorités relatives à l'amélioration de la clarté, l'exhaustivité et l'exactitude des communications avec les clients; l'accès au personnel aux services et à l'information de l'OPIC; et les délais d'exécution dans différents domaines (p. ex. délai avant le premier rapport, examen, remboursements, plaintes).

L'amélioration des communications avec les clients a été encore une fois un aspect auquel on a donné beaucoup d'importance, et l'OPIC a utilisé divers moyens pour tenir les clients et les employés au courant des initiatives d'amélioration du service tout au long de l'année. À l'externe, une « page destinée aux clients » a été lancée sur le site Web de l'OPIC afin d'y rassembler divers genres d'informations. Les clients peuvent maintenant accéder à un large éventail de produits, de services et d'informations en un seul clic. À l'interne, divers moyens ont été pris pour rendre compte aux employés des éléments touchant l'amélioration du service, dont OPICnet, le *Bulletin hebdomadaire d'OPIC Info* destiné aux employés et les forums des gestionnaires.

Orientation stratégique : sensibilisation

Cette orientation stratégique vise à faire en sorte que les créateurs et les innovateurs canadiens comprennent le régime de la PI et qu'ils l'utilisent efficacement afin de renforcer leur capacité d'innovation et d'acquies un avantage concurrentiel sur le marché.

Un des éléments clés du mandat de l'OPIC est de favoriser la connaissance et l'utilisation efficace du régime de la PI et des renseignements connexes. Vu l'importance grandissante de la PI dans l'économie mondiale, il est essentiel que les innovateurs et les créateurs canadiens, ainsi que les professionnels de la PI et le milieu des affaires, comprennent l'importance de protéger la PI et sachent comment utiliser le régime de la PI efficacement. Les activités de sensibilisation de l'OPIC ciblent principalement les PME et le secteur de l'enseignement. Pour soutenir ses activités de sensibilisation, l'OPIC continue également de renforcer et d'utiliser des partenariats stratégiques avec un certain nombre d'organisations, y compris des ministères et organismes fédéraux, des associations d'entreprises et des établissements d'enseignement.

Petites et moyennes entreprises (PME)

L'OPIC a pris d'autres mesures pour mettre sur pied un projet pilote dans la collectivité des PME afin de se faire une idée plus précise des produits et des services qui correspondent à leurs besoins et de se renseigner sur la meilleure manière de fournir nos produits et services par l'entremise de nos partenaires, de nos réseaux et de nos intermédiaires.

En 2007-2008, l'OPIC a poursuivi ses efforts pour informer les PME au sujet de l'utilisation de la PI afin qu'elles puissent acquies un avantage concurrentiel sur le marché. En vue de mesurer le mieux possible l'impact de la méthode de sensibilisation, on a décidé de se concentrer sur un secteur en particulier. Nous avons consulté les directions du Secteur de l'industrie d'IC ainsi qu'Environnement Canada, Statistique Canada et l'Institut canadien de l'information scientifique et technique et nous avons conclu que c'était le secteur de l'environnement qui offrait le plus de possibilités. Le projet pilote est en cours et nous fournit des renseignements et des orientations pour déterminer le meilleur moyen de communiquer avec les petites entreprises et de les inciter à participer, d'obtenir la participation de partenaires clés et de définir des outils de produits et de services adaptés. À l'appui de cette recherche, les premières étapes de la conception d'un sondage ont débuté, qui sera lancé en 2008-2009 auprès des PME du secteur de l'environnement pour comprendre leurs besoins en matière d'information sur la PI.

Pour encourager les PME et les universités à utiliser le régime des brevets, un certain nombre de modifications ont été apportées à la réglementation durant l'exercice afin de simplifier les procédures et de réduire les délais de traitement et les coûts.

Un élément clé de l'exécution du Programme de sensibilisation de l'OPIC est l'établissement de partenariats avec des organismes ayant des objectifs communs. Par le passé, l'OPIC a travaillé avec des partenaires dans le cadre de divers arrangements officieux partout au Canada. En 2007-2008, les agents de développement des affaires de l'OPIC ont entrepris des recherches sur plus de 30 organisations nationales et régionales afin de les évaluer en tant que candidats au rôle de « principal partenaire ». Les résultats de ces travaux seront analysés en 2008-2009.

Secteur de l'enseignement

La stratégie de l'OPIC pour le secteur de l'enseignement est conçue de manière à faciliter l'intégration de la PI et son utilisation stratégique dans les cours de facultés de génie et de sciences d'universités et de collèges au Canada. Cette année, l'OPIC a fait un suivi des travaux effectués en 2006-2007 pour évaluer la matière portant sur la PI dans les cours de premier cycle et ceux des cycles supérieurs.

Nous avons négocié et mis en œuvre un projet pilote dans les universités, qui est coordonné par l'Université McMaster.

L'Université McMaster a mis sur pied une équipe de développement formée de représentants de haut niveau de divers établissements d'enseignement tels que les universités de Sherbrooke, de Waterloo, de Guelph et Western Ontario ainsi que du Mohawk College. Cette équipe dirigera la rédaction d'études de cas sur la PI et de guides du professeur qui pourraient être intégrés aux cours actuels. Le projet pilote inclut une évaluation des outils déjà élaborés, ainsi que de la rentabilité globale par rapport à l'impact de la méthode des cas.

De plus, l'OPIC a collaboré avec l'Ordre des ingénieurs du Québec afin de fournir de nouvelles questions pour les examens destinés aux futurs ingénieurs. Dans le cadre de cette collaboration, l'OPIC a aussi préparé une section sur la PI pour le guide d'étude de l'ordre professionnel. Ce document fera l'objet d'une promotion auprès de toutes les associations d'ingénieurs du pays. L'OPIC a également participé à un article sur la PI qui a été diffusé auprès de tous les ingénieurs du Québec.

Une initiative de sensibilisation nouvelle et unique qui a eu lieu en 2007-2008 a été le premier Tour des jeunes innovateurs canadiens de l'OPIC, qui a suivi l'Expo-sciences pancanadienne annuelle organisée par la Fondation sciences jeunesse Canada. Les trois lauréats de cette exposition ont été invités à visiter les bureaux de l'OPIC et ont reçu une séance de sensibilisation personnalisée avec un examinateur de brevets.

Autres ministères fédéraux

Afin de soutenir les activités menées auprès du secteur de l'enseignement et des PME ainsi que les activités de sensibilisation générales, une stratégie marketing globale sur la PI a été élaborée. Ce travail a conduit à l'élaboration d'un plan de partenariats à court terme, de messages clés et d'un processus de choix d'événements stratégiques dans un calendrier d'événements présentant des occasions pour l'OPIC, par exemple, la Journée mondiale de la PI 2007 et les initiatives de la Semaine de la PME. Des plans ont été rédigés en prévision des initiatives de la Journée mondiale de la PI 2008 afin d'y inclure la mise au point de webinaires, leur utilisation et l'évaluation de cette technologie en tant que moyen de livrer de l'information et de la formation aux secteurs que nous ciblons.

Dans ses efforts de sensibilisation continus en 2007-2008, l'OPIC a poursuivi son initiative appelée Banque de conférenciers. L'OPIC et l'IPIC ont organisé quatre séances d'orientation à l'intention des membres de la Banque de conférenciers et ont présenté 51 séances d'information sur la PI à plus de 1 750 participants provenant de PME et d'universités ainsi qu'à des intermédiaires formant un vaste échantillon représentatif d'agents d'offices locaux de développement économique des collectivités, de bureaux de transfert technologique ainsi que de bureaux régionaux, fédéraux et provinciaux. Depuis la création de la Banque en 2004, celle-ci a procuré 188 présentations à plus de 6 500 participants.

Afin d'accroître la sensibilisation en matière de PI dans la collectivité des PME, l'OPIC a participé à 22 salons professionnels, grâce auxquels il a pu prendre contact avec plus de 7 250 participants.

Le Centre de services à la clientèle de l'OPIC a reçu plus de 70 000 demandes provenant des quatre coins du monde.

L'OPIC participe activement au réseau de marketing d'IC, présidé par la Direction générale des communications et du marketing d'IC, ainsi qu'au Groupe de travail sur la sensibilisation des PME, présidé par la Direction générale de la politique de la petite entreprise d'IC. L'OPIC continue également d'être un membre actif des Partenaires fédéraux en transfert de technologie (groupe dirigé par le Conseil national de recherches Canada [CNRC]) et le réseau Partner Net (dirigé par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada). De plus, l'OPIC a tenu un certain nombre de réunions avec des dirigeants clés d'IC afin d'analyser les occasions et les liens présentant un avantage mutuel pour nos programmes respectifs. Certaines initiatives bilatérales ont été dégagées et les travaux ont commencé pour y donner suite. Voici quelques exemples de telles initiatives : une séance de sensibilisation sur la valeur de la veille concurrentielle réalisée à l'aide des bases de données sur la PI est en cours d'intégration au processus des cartes routières technologiques; le maintien de liens étroits avec le Groupe sur la recherche et le développement dans l'enseignement supérieur du Secteur science et innovation; et l'intégration d'un élément sur la PI à l'un des modules de formation des étudiants qui participent au programme Étudiants bien branchés auprès des PME. L'OPIC a aussi donné des séminaires sur l'innovation en collaboration avec le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada, le Programme d'aide à la recherche industrielle et l'Agence du revenu du Canada au Manitoba, en Saskatchewan et en Alberta.

A l'appui de ces travaux avec d'autres ministères fédéraux, les travaux préliminaires relatifs à des cours de type « PI 101 » et « OPIC 101 » ont débuté, et des présentations ainsi que des versions expérimentales des cours ont été testées auprès du personnel de la Sensibilisation.

Orientation stratégique : cadre administratif de la PI

Dans une économie mondialisée axée sur le savoir, le Canada doit obligatoirement compter sur un cadre de PI concurrentiel à l'échelle internationale. Vu son mandat et son expertise, l'OPIC est en mesure de jouer un rôle majeur dans la modernisation et l'évolution constante des lois, des politiques et des règlements administratifs liés à la PI du Canada.

Cette orientation stratégique couvre les politiques et le cadre législatif et réglementaire du régime de la PI du Canada. Un cadre de la PI moderne et concurrentiel sur le plan international accroît les avantages du régime de la PI pour les Canadiens et aide notre industrie à devenir plus concurrentielle.

L'OPIC est déterminé à travailler de manière plus efficace avec ses partenaires et avec les intervenants du domaine de la PI afin de mettre sur pied un régime de la PI de calibre mondial qui est efficace et concurrentiel à l'échelle internationale et qui appuie la modernisation des produits, des services et des processus de l'OPIC.

L'organisme cherche constamment des moyens d'améliorer la qualité, la rapidité et la souplesse de ses services. Plusieurs modifications ont été apportées à la réglementation durant l'exercice afin d'encourager les petites entreprises à se servir du système des brevets, de simplifier les procédures et de réduire les délais de traitement et les coûts. Des modifications relatives aux *Règles sur les brevets*, au *Règlement sur les marques de commerce*, au *Règlement sur les dessins industriels* et au *Règlement sur les topographies de circuits intégrés* sont entrées en vigueur le 2 juin 2007 et d'autres modifications relatives au *Règlement sur les marques de commerce* sont entrées en vigueur le 1^{er} octobre 2007.

Ces modifications rendront le régime de la PI plus convivial et plus rentable et feront en sorte qu'il réponde mieux aux besoins des entreprises et des universités du Canada. Les changements de nature réglementaire clarifient le régime des brevets pour les petites entités (c.-à-d. les universités ou les entreprises comptant au plus 50 employés) tout en fournissant un mécanisme de redressement aux entités de moyenne taille qui paient par erreur les taxes applicables aux petites entités. Les modifications ont également amélioré le régime de la PI en simplifiant les procédures et en réduisant les délais de traitement et les coûts.

L'OPIC a mis en œuvre plusieurs initiatives stratégiques en 2007-2008. Conformément à l'Initiative d'allègement du fardeau de la paperasserie menée par le gouvernement, qui vise à réduire de 20 p. 100 le nombre d'exigences réglementaires, la haute direction de l'OPIC a approuvé un plan qui établit comment l'organisme peut atteindre cet objectif. Les modifications relatives aux cinq règlements régissant la PI mentionnées ci-dessus font partie de ce plan.

L'OPIC a déposé un mémoire devant le Groupe d'étude sur les politiques en matière de concurrence nommé par le ministre de l'Industrie, qui mettait en évidence les liens entre un cadre de la PI solide, l'harmonisation, la compétitivité et l'investissement étranger au Canada et ailleurs. Le Groupe d'étude présentera son rapport final intitulé *Foncer pour gagner*, au ministre de l'Industrie le 26 juin 2008.

Orientation stratégique : activités internationales

L'OPIC veille aux intérêts du Canada en matière de PI sur la scène internationale en vue d'accélérer le développement économique du Canada. Notre travail sur la scène internationale aide les innovateurs canadiens à participer et à contribuer à une économie axée sur le savoir, concurrentielle et en pleine croissance grâce à l'amélioration du régime international de la PI. Notre participation à l'amélioration de celui-ci, au profit des Canadiens, est rendue possible grâce à l'influence que nous exerçons sur les politiques et pratiques administratives internationales en matière de PI ainsi qu'à l'échange et l'acquisition de pratiques exemplaires et de renseignements d'affaires.

Cette orientation stratégique s'exprime par notre volonté d'obtenir la participation de la communauté internationale de la PI en développant nos relations stratégiques avec des organisations internationales multilatérales (p. ex. l'OMPI et l'APEC) et d'autres OPI.

L'OPIC continue à fournir une aide technique aux pays en voie de développement. Par exemple, l'OPIC a organisé, en partenariat avec l'OMPI, un atelier conjoint sur les techniques de gestion applicables à la prestation de services en matière de PI, auquel neuf hauts fonctionnaires de pays en développement ont participé. L'OPIC participe également à la recherche et à l'examen effectués par l'OMPI pour les demandes de brevets déposées auprès des offices de la propriété industrielle dans le cadre des accords de coopération internationale sur la recherche et l'examen relatifs aux inventions.

Tribunes internationales

L'OPIC travaille en collaboration avec d'autres OPI afin d'atteindre des objectifs communs, de faire mieux connaître le système international de la PI et d'en accroître l'efficacité.

En septembre 2007, l'OPIC a dirigé la délégation du Canada aux assemblées générales de l'OMPI, durant lesquelles des discussions ont eu lieu sur des questions de PI qui sont essentielles à la prospérité socio-économique de tous les États membres de l'OMPI. Le Canada a fait en sorte de siéger à des comités clés, dont le Comité de coordination de l'OMPI, qui a proposé la candidature d'un nouveau directeur général de l'organisme. Un autre résultat important des assemblées générales a été l'adoption de 45 recommandations concernant le Plan d'action pour le développement. En 2007-2008, l'OPIC a participé activement à de nombreux comités techniques de l'OMPI en vue d'améliorer les normes internationales concernant la PI.

L'OPIC a également dirigé la délégation canadienne lors des réunions APEC-IPEG au Taipei chinois, en juin 2007, et à Lima, au Pérou, en février 2008. LIPEG est principalement un lieu d'échange d'informations et de promotion de la coopération entre les économies membres de l'APEC. Il donne à l'OPIC la possibilité de nouer des liens avec d'autres OPI afin de faire progresser ses intérêts grâce à sa relation avec eux, de mettre en commun des pratiques exemplaires et d'explorer les possibilités de mise sur pied d'initiatives bilatérales ou multilatérales avec les économies membres de la région d'Asie-Pacifique.

Relations avec des OPI étrangers

L'OPIC travaille de manière multilatérale avec des OPI étrangers dans le cadre d'initiatives qui seront utiles pour ses clients et contribuent à la réalisation des initiatives générales du gouvernement du Canada.

En 2007-2008, l'OPIC a continué de renforcer ses relations avec des OPI clés. En septembre, l'OPIC a reçu la visite du commissaire Tian Lipu, dirigeant de l'Office d'Etat de la propriété intellectuelle de la République populaire de Chine, pour la deuxième rencontre annuelle entre commissaires. Ces réunions ont fourni une occasion de discuter des approches adoptées à l'égard de problèmes communs et de partager des pratiques exemplaires. Également en septembre, l'OPIC a reçu une délégation de l'Office européen des brevets pour échanger des pratiques exemplaires en matière d'examen de brevets.

Les assemblées générales de 2007 ont permis aux dirigeants d'OPI de se rencontrer et de discuter de problèmes opérationnels. En particulier, la présidente de l'OPIC a participé à des rencontres bilatérales avec les dirigeants des OPI du Royaume-Uni, du Japon, de la Corée du Sud, des États-Unis et de l'Office européen des brevets.

Le 28 janvier 2008, l'OPIC a lancé le projet pilote conjoint Canada-États-Unis appelé Autoroute du traitement des demandes de brevets (ATDB). Ce projet permet d'accélérer de manière considérable l'examen des demandes de brevets si du travail d'examen a déjà été effectué par l'autre OPI. Aux termes des accords de l'ATDB, si les revendications d'une demande ont été jugées acceptables par un premier OPI, un examen accéléré peut être demandé à un autre OPI.

Orientation stratégique : nos employés

L'OPIC reconnaît que ses employés sont une ressource stratégique essentielle à l'excellence en matière de service à la clientèle et au positionnement continu de l'organisme en tant qu'OPI de classe mondiale. Sa force continuera à dépendre de sa capacité d'attirer et de conserver des employés motivés et compétents. L'OPIC poursuit ses efforts en vue de relever les défis associés à la gestion efficace des ressources humaines dans un contexte de gestion financière prudente et un environnement marqué par une concurrence grandissante sur le marché du travail pour le recrutement de professionnels de la PI qualifiés.

Dans sa démarche pour constituer un effectif motivé, l'OPIC a continué à mettre en évidence l'importance de ses employés tout au long de l'exercice en faisant progresser les trois priorités interdépendantes de sa stratégie en matière de ressources humaines : le recrutement et le maintien en poste, l'apprentissage et le perfectionnement, et le bien-être en milieu de travail.

L'OPIC est déterminé à être l'un des meilleurs employeurs du gouvernement du Canada. Il a entrepris des travaux en vue de comprendre les facteurs déterminants de la mobilisation des employés afin d'attirer et de maintenir en poste des employés qualifiés. L'approche inclut la validation des facteurs de mobilisation des employés relevés dans le rapport du Conference Board en 2006, tels qu'ils s'appliquent aux employés de l'OPIC. Les résultats seront utilisés pour déterminer des domaines précis dans lesquels il est possible d'agir pour obtenir des améliorations tangibles relativement à la mobilisation des employés.

Plusieurs initiatives importantes ont été mises en œuvre. Une nouvelle structure de gouvernance des ressources humaines a été mise en place; elle comporte un comité et trois sous-comités (recrutement et maintien en poste, apprentissage et perfectionnement, et bien-être en milieu de travail) dirigés par des membres de l'équipe de cadres supérieurs de l'OPIC. Les mesures du rendement ont été révisées afin qu'elles correspondent plus étroitement à l'orientation stratégique de l'OPIC à l'égard de ses employés.

La communication avec les employés a été une autre initiative d'envergure en 2007-2008. L'OPIC a créé un nouvel outil de communications, le *Bulletin hebdomadaire d'OPIC Info*, pour communiquer plus efficacement avec les employés. Le bulletin couvre un large éventail d'éléments d'information intéressant les employés, notamment les nouvelles de l'organisme et les événements à venir, et il est publié sur OPICnet. De plus, le site des Ressources humaines dans OPICnet a été amélioré afin que les employés puissent trouver plus facilement l'information dont ils ont besoin.

Recrutement et maintien en poste

Pour faciliter l'intégration des étudiants ainsi que la relation superviseur-étudiant, les gestionnaires responsables de l'embauche ont assisté à l'Atelier sur les différences entre générations. L'atelier a également inclus de la rétroaction de la part d'étudiants ayant fait un stage à l'OPIC. De plus, une étude a été réalisée sur le maintien en poste et la progression de carrière des diplômés universitaires nouvellement recrutés dans les groupes PM et SG-PAT.

Un certain nombre d'initiatives ont été mises en place afin de rationaliser le processus de recrutement, notamment pour préparer le terrain en vue de la dotation collective et travailler en collaboration avec la Direction générale des ressources humaines d'IC afin de procurer un meilleur soutien et des outils aux gestionnaires.

Apprentissage et perfectionnement

En vue de favoriser l'apprentissage continu et le perfectionnement professionnel, de nouveaux principes directeurs sur ces thèmes ont été élaborés et tous les employés ont été invités à préparer un plan d'apprentissage. Un nouveau volet touchant le perfectionnement en langues officielles a également été ajouté au Centre de ressources de l'OPIC. Le Programme de perfectionnement en leadership (PPL) de l'OPIC a terminé sa deuxième année, durant laquelle on a mis l'accent sur la mise à jour de l'information sur les activités d'apprentissage des 200 participants, organisé huit nouveaux cours et assuré l'évaluation des cours. Le PPL a été créé conformément à la vision consistant à instaurer une collectivité de gestionnaires hautement qualifiés grâce à la mise en commun des connaissances et à l'apprentissage continu. Le Programme repose sur quatre voies de perfectionnement : le leadership personnel, le leadership interpersonnel, le renforcement des compétences en gestion et la connaissance de l'organisation. Le PPL inclut des cours classiques et des services personnalisés afin de permettre aux participants d'approfondir leur connaissance générale du leadership et de réfléchir sur leurs propres compétences en leadership.

Bien-être en milieu de travail

L'OPIC a décidé de créer un milieu de travail propice au bien-être physique, psychologique et social des employés ainsi que d'instaurer un climat dans lequel la diversité est reconnue et respectée. On a accordé une importance spéciale à la diversité durant toute l'année : une salle de recueillement spéciale a été installée afin que les employés puissent l'utiliser pour la réflexion personnelle ou la pratique religieuse; tous les employés de l'OPIC ont participé à des ateliers sur la diversité; et des activités spéciales ont été organisées pour marquer le Jour de la diversité, la Journée internationale des femmes et la Semaine autochtone.

Depuis plus de 10 ans, les employés de l'OPIC peuvent se prévaloir de la possibilité de télétravail. En raison de multiples obstacles, dont la nature du travail, certains employés ne sont pas admissibles à ces modalités de travail souples, bien que certaines fonctions soient pleinement compatibles avec le télétravail. Le travail des examinateurs de brevets et de marques de commerce est un bon exemple de tâches qui se prêtent très bien au télétravail.

Il a été démontré dans de nombreuses organisations que le télétravail est une stratégie qui est bénéfique pour les employés, pour l'organisation et pour l'environnement. Dans ce but, le Sous-comité du bien-être de l'OPIC et la Direction générale des ressources humaines d'IC ont soutenu les travaux nécessaires pour mettre au point et appliquer un cadre moderne pour le télétravail au sein de l'organisme.

Outils stratégiques habilitants

Gestion et reddition de comptes

L'OPIC s'engage à améliorer ses pratiques en matière de gestion et de reddition de comptes. En tant qu'OSS d'IC, l'OPIC rend des comptes aux Canadiens ainsi qu'aux utilisateurs actuels et éventuels du régime des droits de PI. L'OPIC tente de mettre en œuvre des pratiques et des principes sains de gestion qui respectent le cadre de responsabilisation de gestion du gouvernement du Canada. Des pratiques de gestion saines favoriseront la production efficiente de résultats positifs concrets. Les principaux éléments sur lesquels l'OPIC se penche actuellement sont la gestion des ressources financières, le cadre de responsabilisation et de contrôle ainsi que les processus de planification stratégique et d'établissement de rapports.

Contexte financier

L'exercice a marqué un point tournant pour l'OPIC, car celui-ci a établi une Direction des finances distincte de la Direction de la planification et de l'administration. La nouvelle Direction a entrepris diverses initiatives afin d'améliorer son processus budgétaire et la surveillance des résultats financiers afin de soutenir la gestion des recettes à long terme et l'affectation des ressources. L'OPIC a commencé à intégrer la comptabilité par activités (CPA) à ses activités de budgétisation. Cette démarche a été suivie d'un examen des activités et des inducteurs de la CPA. De plus, l'OPIC a implanté le nouveau système automatisé de gestion des ressources salariales mis en place dans l'ensemble du gouvernement pour perfectionner les prévisions en matière de dépenses. L'organisme a également donné suite aux recommandations issues des vérifications financières de l'organisme afin d'améliorer les rapports financiers, grâce à l'amélioration des procédures de rapprochement. L'OPIC a aussi revu ses pratiques en matière de paiements électroniques et de comptes de dépôt dans le cadre de ses efforts de rationalisation de la gestion des recettes. La Direction a aussi été un participant clé à la phase de conception des quatre premiers projets de l'OPIC dans le cadre du ROE.

Renforcer les capacités de gestion

L'organisme soutient pleinement le gouvernement dans ses efforts pour stimuler l'innovation parmi les Canadiens. Dans ce but, l'OPIC a mis la dernière main à son Plan stratégique quinquennal intitulé *Aller de l'avant au profit du Canada*, qui est publié sur le site Web de l'OPIC. Le plan stratégique dégage cinq grandes orientations qui reflètent l'orientation qu'entend suivre l'OPIC pour permettre aux Canadiens de prendre part et de contribuer à une économie concurrentielle, en croissance et axée sur le savoir grâce au régime de la PI : les services à la clientèle, la sensibilisation, le cadre administratif de la PI, les activités internationales et nos employés.

Durant l'exercice, l'OPIC a mis en place une nouvelle structure de gouvernance afin de soutenir la prise de décisions judicieuses et la bonne gouvernance grâce à une participation élargie, à des points de vue organisationnels variés et à de l'information complète. L'OPIC a aussi amélioré ses pratiques de planification et d'établissement de rapports. Les modifications apportées au processus de planification ont entraîné des modifications en profondeur à l'une des orientations stratégiques de l'OPIC, de même que la mise au point de nouveaux énoncés des résultats pour l'organisme et d'indicateurs de rendement pour son Plan stratégique quinquennal 2007-2012. De plus, le nouveau processus de planification a débouché sur un plan d'activités qui établit une correspondance plus étroite entre les priorités générales, les plans des directions et l'affectation des ressources et qui intègre les plans des ressources humaines, de la GI et de la TI, des communications ainsi que d'autres plans de l'organisme. En dernier lieu, un exercice d'examen de mi-année a été réalisé; il deviendra un événement annuel afin d'améliorer la responsabilisation à l'égard des résultats et de permettre à l'équipe de gestion de l'OPIC d'adopter une perspective plus large de l'organisation.

Durant l'exercice 2007-2008, l'OPIC s'est efforcé de renforcer sa capacité de prévoir la demande de frais de PI afin de mieux gérer les ressources affectées à la prestation des services. Ces travaux ont comporté l'établissement de réseaux avec d'autres spécialistes du domaine, notamment chez les gouvernements, dans la communauté universitaire et avec d'autres OPI. De plus, l'OPIC a consacré des efforts considérables à l'amélioration de la qualité et de la fiabilité des données utilisées pour établir des prévisions et des modèles économiques. Ces étapes sont importantes pour l'amélioration continue de la gestion stratégique et opérationnelle de l'OPIC ainsi que pour sa capacité de soutenir les efforts d'IC pour ce qui est de l'utilisation de l'information sur la PI en vue de comprendre l'innovation au Canada.

L'OPIC a également participé à l'initiative d'évaluation des risques du Ministère afin de jeter les bases de la mise au point d'une stratégie intégrée de gestion des risques pour le prochain exercice.

Communications internes et externes

L'OPIC a déterminé à l'avance ses besoins en communications internes et externes régulières et ponctuelles et il a pu le faire grâce à une collaboration avec des personnes ayant des rôles clés dans différents guichets et services opérationnels afin de s'assurer que les besoins des intervenants et des partenaires externes sont bien pris en compte dans l'élaboration d'initiatives et de programmes.

Le sondage national auprès de la clientèle effectué en 2003 par l'OPIC a montré que la satisfaction à l'égard des communications est un facteur important en ce qui a trait au degré de satisfaction générale de la clientèle à l'égard des produits et des services de l'OPIC. En 2007-2008, l'OPIC a continué d'améliorer ses communications externes en ancrant les outils de communication existants et en ajoutant de nouveaux.

Les clients de l'OPIC et les parties intéressées sont désormais mieux informés grâce à notre nouveau site Web.

- L'accès à une série de produits et de services ainsi qu'à une mine de renseignements est désormais possible grâce à la nouvelle page d'accueil du « service à la clientèle ».

- afin de mieux communiquer avec ses clients, l'OPIC a lancé un nouveau bulletin mensuel intitulé *Bulletin de nouvelles de l'OPIC*, qui est distribué par voie électronique aux abonnés et qui est également affiché sur le site Web.

L'OPIC entend également se positionner en tant qu'employeur de choix et s'assurer que ses employés connaissent bien ses orientations et soient pleinement mobilisés dans la réalisation des objectifs de l'organisation.

L'écoute des employés et la réponse à leurs besoins sont des éléments de notre stratégie pour devenir l'un des meilleurs employeurs du gouvernement du Canada.

En 2007-2008, le groupe des Communications a continué de fournir un soutien solide et des services de communication aux directions de l'OPIC en adoptant une approche stratégique des communications pour les activités et les initiatives comportant des communications avec les employés :

- un sondage a été réalisé durant l'exercice afin de mesurer le degré de satisfaction à l'égard des communications internes; un plan a été mis au point afin de donner suite de manière positive et efficace aux commentaires des employés;
- toutes les communications organisationnelles internes ont été centralisées et sont envoyées au moyen du *Bulletin hebdomadaire d'OPIC Info*;
- la Direction des brevets, la Direction du droit d'auteur et des dessins industriels, la Direction des services informatiques et la Direction des marques de commerce ont maintenant un bulletin électronique qui est envoyé à leur personnel pour les tenir au courant des événements;
- dix-neuf messages La Tribune de Mary ont été envoyés aux employés de l'OPIC et affichés sur OPICnet depuis que M^{me} Mary Carman est arrivée à l'OPIC en avril 2007.

La nouvelle structure de gouvernance a permis à l'OPIC d'améliorer les communications à l'interne et de renforcer le leadership et la participation dans toute l'organisation.

Information et technologie

L'importance de la GI et des TI continue de croître en tant que facteurs d'excellence dans l'environnement actuel de la PI. La quantité de renseignements augmente à mesure que le régime de la PI se complexifie et prend une ampleur internationale. Mettant l'accent sur les consultations auprès des clients et la réponse à leurs besoins, l'OPIC doit pouvoir compter sur des systèmes de GI et de TI qui lui permettent de rendre le fonds de plus en plus imposant de renseignements sur la PI facilement accessible à ses clients et de gérer efficacement toute l'information nécessaire afin de répondre aux besoins opérationnels internes et externes. Une exigence essentielle dans ce domaine est de poursuivre l'expansion et l'innovation associées à la prestation de services électroniques à l'intention des clients.

Points saillants

Les fondements de la GI et des TI à l'OPIC sont étroitement liés. Les TI sont essentielles à la collecte, à la gestion et à la diffusion de l'information. Les initiatives de TI appuient un large éventail d'objectifs opérationnels et permettent à l'OPIC d'offrir des services électroniques de classe mondiale, d'accélérer les processus de demande et d'accroître la satisfaction et l'autonomie des clients.

Gestion de l'information

La Direction de l'information a mis au point un plan de classification des dossiers axé sur les fonctions pour l'information organisationnelle non structurée sous forme électronique, qui sera implanté une fois qu'un système de gestion des documents électroniques aura été choisi, à titre de composant prioritaire du ROE. Elle a également procédé à un inventaire des archives papier, tant sur place qu'à l'extérieur des locaux, et a détruit plus de 12 000 boîtes de documents papier qui étaient arrivés à la fin de leur vie utile et qui n'avaient plus de valeur archivistique. De plus, sa collection virtuelle prenant beaucoup d'ampleur, le Centre de ressources (CR) de l'OPIC a supprimé tous les documents imprimés correspondants de la collection papier. Le CR a reçu l'autorisation de supprimer plus de 1 150 titres de sa collection d'imprimés, ce qui lui a permis de réduire la taille de son empreinte suffisamment pour pouvoir céder des locaux à la Direction, qui en avait grand besoin.

Une trousse d'outils traitant de l'édition et de l'archivage Internet a été mise au point pour les concepteurs de contenu Web de l'OPIC afin de les guider dans le processus de développement, de publication sur Internet, d'archivage et de gestion du contenu. Cette trousse d'outils sera publiée dans OPICnet au cours du prochain exercice.

En réponse à la directive du Conseil du Trésor sur la GI qui est entrée en vigueur en octobre 2007, l'OPIC a fait la promotion d'une sensibilisation accrue à la GI en lançant une section détaillée sur la GI dans OPICnet ainsi qu'en faisant 20 présentations sur la GI à environ un tiers de ses employés. Vers la fin de l'exercice, l'élaboration d'une formation officielle en GI pour les employés et les gestionnaires a débuté. Cette formation sera offerte au début de 2008-2009.

Le CR répond aux besoins en information de toutes les directions de l'OPIC et fournit à l'ensemble des employés l'accès à 49 collections diversifiées, complètes et à jour de littérature non-brevet. Près de 30 000 revues spécialisées plein texte en format électronique et 6 200 livres électroniques plein texte sont disponibles par l'entremise de ces sources d'information. Cette année, le CR a traité 9 350 demandes de livraison de documents électroniques, a fait circuler 9 400 publications sur support papier et a répondu à un peu plus de 6 000 demandes de références et de recherches.

Le CR travaille à habilitier ses clients en rendant les collections virtuelles consultables depuis le poste de travail et en favorisant l'autonomie des clients grâce à une formation à la recherche. Cette année, le CR a observé une diminution des demandes de livraison de documents, de l'ordre de 3 p. 100, qui est directement attribuable à la formation et à l'autonomie accrue des clients.

Technologie de l'information

En 2007-2008, l'OPIC a continué d'améliorer ses services de TI de manière à mieux répondre aux besoins de ses clients et à améliorer le service. La prestation de ces services électroniques a également maintenu l'organisme à jour comparativement aux autres grands OPI. Les nouveaux projets de TI ont inclus :

- la phase I de l'exportation des données sur les brevets, ce qui permettra à l'OPIC d'échanger de l'information avec les autres pays signataires de l'accord sur le Comité permanent de l'OMPI chargé de l'information en matière de propriété industrielle;
- un site Web mis à jour avec un accès amélioré contenant des renseignements intéressants pour les clients de l'OPIC, et une nouvelle présentation conforme à la nouvelle image de marque d'IC et aux Lignes directrices sur la normalisation des sites Internet (NSI 2.0) du Conseil du Trésor;
- la mise à niveau des fonctionnalités de recherche et de navigation de la Base de données sur les brevets canadiens;
- les améliorations apportées aux services électroniques relatifs aux droits d'auteur qui permettent aux clients de joindre des demandes de cession d'intérêt à leur demande;
- la saisie et la mise à disposition sous forme électronique de l'ensemble des 110 000 dessins enregistrés dans la Base de données sur les dessins industriels canadiens depuis 1861.

En prévision d'autres services électroniques qui seront offerts, la Direction des services informatiques a également mis au point une vaste stratégie axée sur l'avenir pour le développement de la capacité électronique de l'OPIC et mis au point un plan de formation et un plan de mise en œuvre de haut niveau pour soutenir les éléments informatiques du ROE.

Le Plan opérationnel des TI a été exécuté comme prévu et tous les niveaux de service relatifs à l'infrastructure et au développement d'applications prévus dans l'entente sur les niveaux de service conclue entre la Direction des services informatiques et les directions de l'OPIC ont été respectés. Le projet de remplacement Inquire/Text a subi quelques retards en raison de la disponibilité des ressources, mais ceux-ci n'ont pas eu de répercussions sur les activités. Le projet sera terminé en 2008-2009. La mise à niveau du moteur de recherche de la Base de données sur les brevets canadiens a été livrée comme prévu, de même que la base de données interrogeable sur les dessins industriels.

Les processus de TI dans les domaines de la gestion des ressources et du développement et de la gestion de l'architecture ont été améliorés et ont atteint le niveau 3 du modèle de maturité Carnegie-Mellon (selon une auto-évaluation).

Les services d'infrastructure de TI ont été centralisés sous la direction du dirigeant principal de l'information d'IC en date du 1^{er} avril 2008.

Conclusion

La PI joue un rôle vital dans la performance économique du Canada et le développement de son commerce. Les inventeurs et les créateurs qui utilisent la PI sont une force significative dans l'économie canadienne. L'OPIC a l'importante responsabilité d'aider les innovateurs et les créateurs canadiens à tirer pleinement profit du régime canadien de la PI.

En 2007-2008, l'OPIC a rehaussé le niveau de service à la clientèle en réduisant de nouveau les délais d'exécution pour les services clés, en améliorant ses communications avec les clients de manière novatrice, et en élargissant la gamme de ses services en ligne. Avec le lancement officiel du ROE, l'OPIC transformera ses pratiques administratives sur une période de plusieurs années et offrira à ses clients une gamme complète de services conviviaux. Le ROE est un élément essentiel du Plan stratégique quinquennal de l'OPIC fondé sur cinq orientations stratégiques : services à la clientèle, sensibilisation, cadre administratif de la PI et nos employés, qui permettront à l'OPIC de fournir une valeur accrue à ses clients ainsi qu'aux parties intéressées.

Au cours du prochain exercice, le service à la clientèle continuera d'être la grande priorité de l'OPIC dans sa mise en œuvre du ROE. De plus, l'organisme se concentrera sur d'autres initiatives touchant le service à la clientèle, telles que l'amélioration de la rapidité et de la qualité pour certaines activités relevant de secteurs d'activité ciblés, la connaissance des besoins de nos clients, la prestation de renseignements aux clients et les activités électroniques.

L'OPIC a un rôle important à jouer pour expliquer en termes simples aux Canadiens l'importance de la PI dans la réalisation de nos objectifs économiques, sociaux et humanitaires en tant que pays. Un élément clé du mandat de l'OPIC consiste à sensibiliser davantage les Canadiens à la PI, à accroître leurs connaissances en la matière et les amener à en faire une utilisation efficace. La gestion et l'exploitation des nouvelles connaissances peut être un facteur déterminant du succès d'une entreprise. Il est vital que les petites entreprises et celles qui démarrent utilisent le régime de la PI comme moteur de leur succès au pays et à l'étranger.

L'organisme est déterminé à intensifier ses efforts de sensibilisation afin que l'organisme puisse jouer un rôle plus efficace pour soutenir le Canada alors qu'il s'efforce de devenir un chef de file mondial par sa façon de transformer les idées en applications pratiques et de les commercialiser. L'OPIC a l'intention d'être un chef de file parmi les OPI pour ce qui est de la mise au point de produits d'information, d'outils et de services adaptés destinés à aider les PME canadiennes à acquérir un avantage concurrentiel sur le marché, de façon que la connaissance et l'utilisation accrues de la PI deviennent des facteurs mesurables de leur succès sur le marché mondial.

États financiers vérifiés

Rapport de gestion

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable (le « Fonds ») de l'OPIC tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables, et les normes et exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la direction du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

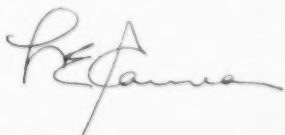
La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers incombe à la gestion du Fonds. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleurs estimations et jugements de la gestion tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers présentés dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics du Canada sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

La direction des services financiers du Fonds élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect de normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées par le Parlement, exécutées selon les règlements applicables et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition des comptes à l'égard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à l'administration du Fonds. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et niveaux d'autorités directionnelles soient correctement appliqués au sein de l'organisation.

À la demande du Fonds, les présents états financiers ont été examinés par des vérificateurs externes, leur rôle consistant à exprimer une opinion concernant la présentation fidèle de la situation financière du Fonds au 31 mars 2008 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux principes comptables des fonds renouvelables du gouvernement du Canada énoncés à la note 2 des états financiers.

Approuve par :

Commissaire aux brevets, registraire
des marques de commerce et présidente,



Mary Carman

Directeur,
Direction des finances,



André Rousseau, CGA

Le 30 mai 2008



KPMG s.r.l.
Comptables agréés
Bureau 2000
160, rue Elgin
Ottawa, (Ontario) K2P 2P8
Canada

Téléphone (613) 212-KPMG (5764)
Copieur (613) 212-2896
Internet www.kpmg.ca

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS AU SOUS-MINISTRE D'INDUSTRIE CANADA

Nous avons vérifié l'état de la situation financière du Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada au 31 mars 2008 et les états des résultats et de l'actif (passif) net et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. Ces états financiers ont été établis pour satisfaire à l'article 4 de la Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes et en vertu la Loi sur les fonds renouvelables. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous égards importants, une image fidèle de la situation financière du Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada au 31 mars 2008 ainsi que les résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables s'appliquant aux fonds renouvelables du gouvernement du Canada, tel qu'il est décrit à la note 2 des états financiers.

Ces états financiers, qui n'ont pas été établis, et qui n'avaient pas à être établis, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, sont fournis uniquement à titre d'information et pour être utilisés par la direction du Fonds renouvelable et le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada afin de communiquer l'utilisation de l'autorisation du Fonds renouvelable. Ces états financiers ne sont pas destinés à être utilisés, et ne doivent pas l'être, par des personnes autres que les utilisateurs déterminés, ni à aucune autre fin que la ou les fins auxquelles ils ont été établis.

KPMG s.r.l. / SENCRL

Comptables agréés, experts-comptables autorisés

Ottawa, Canada

Le 30 mai 2008

État de l'autorisation fournie (employée) (non vérifié)
pour l'exercice clos le 31 mars 2008 (en milliers de dollars)

| | 2008 | | 2007 | |
|--|------------|----------------|------------|----------------|
| | Prévisions | Chiffres réels | Prévisions | Chiffres réels |
| Bénéfice net | 600 | 14 632 | 110 | 14 986 |
| Plus : éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds | 7 245 | 4 532 | 8 719 | 5 517 |
| Fonds provenant des opérations | 7 845 | 19 164 | 8 829 | 20 503 |
| Moins : éléments nécessitant l'utilisation de fonds | | | | |
| Acquisitions nettes d'immobilisations | 8 000 | 2 916 | 6 000 | 4 515 |
| Autres éléments nets d'actifs et de passifs | 894 | (5 022) | (4 890) | (12 494) |
| Autorisation fournie (employée) | (1 049) | 21 270 | 7 719 | 28 482 |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Rapprochement de l'autorisation (non employée) (non vérifié)
au 31 mars 2008 (en milliers de dollars)

| | 2008 | 2007 |
|--|-----------|-----------|
| Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds (INAAF) | (139 353) | (110 844) |
| Virement du Conseil du Trésor pour prestation de cessation d'emploi | (736) | (264) |
| Budget supplémentaire des dépenses | — | (390) |
| | (140 089) | (111 498) |
| Plus : imputation des créiteurs à la fin de l'exercice sur le compte du crédit après le 31 mars | 12 812 | 3 889 |
| Moins : montants crédités au compte du crédit après le 31 mars | 2 547 | 1 565 |
| Autres éléments | 4 376 | 3 020 |
| | (134 200) | (112 194) |
| Limite de l'autorisation | 5 000 | 5 000 |
| Autorisation non employée reportée | 139 200 | 117 194 |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers

État de la situation financière
au 31 mars 2008 (en milliers de dollars)

| | 2008 | 2007 |
|---|-----------------|-----------------|
| Actif | | |
| A court terme | | |
| Petite caisse | 2 | 2 |
| Débiteurs | | |
| Gouvernement du Canada | 880 | 861 |
| Tiers | 2 403 | 1 595 |
| Revenus non facturés | 7 390 | 7 259 |
| Charges payées d'avance | 171 | 234 |
| | <u>19 846</u> | <u>9 921</u> |
| Immobilisations (note 3) | 13 933 | 17 461 |
| Revenus non facturés | 1 747 | 998 |
| | <u>26 526</u> | <u>28 380</u> |
| Passif | | |
| A court terme | | |
| Comptes de dépôts | 2 339 | 1 884 |
| Créditeurs | | |
| Gouvernement du Canada | 7 579 | 1 841 |
| Tiers | 9 510 | 6 997 |
| Revenus reportés | 39 623 | 37 160 |
| | <u>59 051</u> | <u>47 882</u> |
| Prestations de cessation d'emploi et de congés annuels des employés | 9 487 | 8 464 |
| Revenus reportés | <u>48 317</u> | <u>46 891</u> |
| | 57 804 | 55 355 |
| Assistance d'immobilisation reportée (AIR) (note 4) | — | 1 595 |
| Obligations contractuelles (note 6) | | |
| Éventualités (note 10) | | |
| Passif net (note 5) | <u>(90 329)</u> | <u>(76 452)</u> |
| | <u>26 526</u> | <u>28 380</u> |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

*Etat des résultats et du passif net
pour l'exercice clos le 31 mars 2008 (en milliers de dollars)*

| | 2008 | 2007 |
|---|-----------------|-----------------|
| Revenus | 144 552 | 138 258 |
| Dépenses | | |
| Salaires et avantages sociaux | 88 070 | 81 486 |
| Services professionnels | 23 100 | 20 751 |
| Amortissement des immobilisations | 6 445 | 13 369 |
| Logement | 7 792 | 7 625 |
| Matériels et fournitures | 2 105 | 1 921 |
| Information | 211 | 308 |
| Communications | 745 | 879 |
| Voyages | 664 | 657 |
| Fret et courrier | 455 | 383 |
| Entretien et réparation | 1 051 | 1 140 |
| Formation | 697 | 910 |
| Location | 181 | 175 |
| Perte sur disposition d'éléments d'actifs | — | 53 |
| | <u>131 516</u> | <u>129 657</u> |
| Bénéfice net avant l'amortissement de l'AIR | <u>13 036</u> | <u>8 601</u> |
| Amortissement de l'AIR | <u>1 596</u> | <u>6 385</u> |
| Bénéfice net | 14 632 | 14 986 |
| Passif net, au début de l'exercice | (76 452) | (62 289) |
| Ressources financières nettes employées (fournies) et variation de l'INAAF, au cours de l'exercice | (28 509) | 20 851 |
| Virement d'une partie du surplus accumulé de l'INAAF (note 1) | — | (50 000) |
| Passif net, à la fin de l'exercice | <u>(90 329)</u> | <u>(76 452)</u> |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État des flux de trésorerie
pour l'exercice clos le 31 mars 2008 (en milliers de dollars)

| | 2008 | 2007 |
|--|----------------|----------------|
| Activités d'exploitation | | |
| Bénéfice net | 14 632 | 14 986 |
| Plus : amortissement des immobilisations | 6 445 | 13 369 |
| Plus : perte sur disposition des actifs | — | 53 |
| Moins : amortissement de l'AIR | 1 596 | 6 385 |
| | <u>19 481</u> | <u>22 023</u> |
| Variation du fonds de roulement (note 7) | 10 244 | 6 517 |
| Variation des autres éléments d'actif et de passif | | |
| Revenus non facturés | (749) | 1 174 |
| Prestations de cessation d'emploi et de congés annuels des employés | 1 023 | 1 429 |
| Revenus reportés | 1 426 | 2 521 |
| | <u>1 700</u> | <u>5 124</u> |
| Ressources financières nettes provenant des activités d'exploitation | 31 425 | 33 664 |
| Activités d'investissement | | |
| Acquisition d'immobilisations | (2 916) | (4 515) |
| Activités de financement | | |
| Virement d'une partie du surplus accumulé à l'INAAF (note 1) | — | (50 000) |
| Ressources financières nettes provenant des activités d'investissement et variation de l'INAAF, au cours de l'exercice | 28 509 | (20 851) |
| INAAF, au début de l'exercice | 110 844 | 131 695 |
| INAAF, à la fin de l'exercice (note 5) | <u>139 353</u> | <u>110 844</u> |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Notes aux états financiers

Exercice clos le 31 mars 2008

1 — But et autorisation

Le Fonds renouvelable (le « Fonds ») de l'OPIC octroie ou enregistre les droits exclusifs de PI au Canada. En échange, le Fonds acquiert des renseignements sur la PI et des technologies de pointe qu'il diffuse auprès des entreprises, des industries et des citoyens canadiens pour améliorer leur rendement économique et leur compétitivité et pour inciter de nouvelles inventions et innovations.

Le Fonds a été établi le 1^{er} avril 1994. L'autorisation de dépenser à même les sommes du Trésor fut octroyée le 22 février 1994 pour une somme maximale de 15 millions de dollars. Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2002, la somme maximale de l'autorisation de dépenser à même les sommes du Trésor a été réduite de 15 à 5 millions de dollars. Le Parlement a accordé au Fonds l'autorisation permanente de puiser dans le Trésor pour effectuer des paiements aux titres du fonds de roulement, de l'acquisition d'immobilisations et du financement temporaire du déficit d'exploitation accumulé. Le Fonds peut retenir les surplus afin de poursuivre l'automatisation des opérations.

Conformément à la décision du Conseil du Trésor # 833200 (Compression des dépenses du budget de 2006), datée du 30 novembre 2006 et prenant effet en 2006-2007, le Fonds a transféré 50 millions de dollars de son surplus accumulé à l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds (INAAF).

2 — Principales conventions comptables

BASE DE PRÉSENTATION

Les états financiers ont été établis conformément aux obligations de rendre compte pour les fonds renouvelables définies par le receveur général du Canada. La méthode de comptabilité utilisée dans ces états financiers diffère des principes comptables généralement reconnus au Canada parce que les services obtenus sans frais d'autres ministères gouvernementaux ne sont pas déclarés comme une charge; les charges et le passif pour les prestations de cessation d'emploi ne comprennent pas la partie non financée par le Fonds et le passif éventuel est divulgué plutôt qu'enregistré.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

Constatation des revenus

Les revenus sont calculés en utilisant la méthode de pourcentage d'achèvement, au fur et à mesure que les demandes de brevets, de marques de commerce et de dessins industriels sont traitées. Les frais reçus avant que le travail soit complet sont présentés comme revenus reportés. Lorsque le travail est complet avant que les frais soient reçus, les montants sont présentés comme revenus non factures. En 2007-2008, la méthode par laquelle le Fonds estime le niveau de l'effort exigé dans chacune des différentes phases du processus pour les applications de marques de commerce a été mise à jour, ayant pour résultat une diminution de 1,5 million de dollars sur les revenus gagnés en 2008 comparés à la méthode précédente. Les frais de maintien et les autres revenus sont reconnus lors de la réception des sommes. Les droits sont prescrits par divers décrets en conseil.

Immobilisations et amortissement

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et amorties selon la méthode linéaire, commençant au cours du mois suivant l'acquisition et s'échelonnant sur leur durée de vie utile estimative, comme suit :

| | |
|-------------------------|---|
| Logiciels | 3 ans |
| Matériel informatique | 3-5 ans |
| Ameublement | 10 ans |
| Équipement | 10 ans |
| Améliorations locatives | 5 ans |
| Systèmes | Durée de vie utile estimative, commençant dans l'exercice au cours duquel le système deviendra opérationnel |

Assistance d'immobilisation reportée

Le Fonds a reçu 63,8 millions de dollars de l'État pour le développement du projet d'automatisation TechSource qui a été mis en place en 1997-1998. L'assistance d'immobilisation reportée (AIR) est amortie en utilisant la méthode linéaire pour la durée de vie utile estimative du système TechSource et était complètement dépréciée à la fin de la présente année financière.

Prestations de cessation d'emploi

Les employés du Fonds ont droit à des prestations de cessation d'emploi calculées sur le niveau du salaire au moment de la cessation d'emploi tel que prévu dans les conventions collectives et les conditions d'emploi. Les prestations de cessation d'emploi gagnées par un employé précédant son embauche au sein du Fonds représentent une obligation du Conseil du Trésor, et donc, ne sont pas inscrites aux comptes. Au 31 mars 2008, le passif du Conseil du Trésor pour les employés du Fonds est de 4,3 millions de dollars (2007 — 4,8 millions de dollars). L'obligation des prestations gagnées après l'embauche des employés à l'OPIC est inscrite aux comptes comme indemnité à payer aux employés.

Le Conseil du Trésor finance le paiement de ces prestations pour une période d'au plus 15 ans à compter de la date de création du Fonds. En 2009-2010, le compte de passif à long terme au titre des prestations de cessation d'emploi sera redressé en conséquence par l'application d'une déduction du compte d'excédent accumulé du Fonds.

Régime de retraite

Les employés du Fonds sont protégés par le Régime de pension de retraite de la fonction publique administré par le gouvernement du Canada. En vertu de la présente loi, les contributions versées au Régime par le Fonds sont limitées à un montant égal aux contributions de l'employé compte tenu de son service courant. Ces contributions représentent les obligations totales de pension du Fonds et sont imputées aux opérations sur une base courante. Le Fonds n'est pas tenu, dans le cadre de la loi actuelle, de verser des contributions pour pallier les insuffisances actuarielles du Compte de pension de retraite de la fonction publique ni les frais au Trésor pour les paiements d'indexation en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*.

Utilisation d'estimations comptables

La préparation d'états financiers en conformité avec les principes comptables généralement reconnus exige la gestion à établir des estimations et hypothèses comptables affectant les montants d'actif, de passif, de revenus et de dépenses rapportés durant la période, ainsi que la divulgation d'éventualités liées aux actifs et passifs à la date des états financiers. Les résultats réels pourraient différer des estimations comptables. L'utilisation d'estimations comptables concerne principalement les immobilisations, les revenus et les obligations salariales. Ces estimations sont revues annuellement et, si des ajustements sont nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers au cours de l'exercice où ils sont connus.

3 — Immobilisations et amortissement accumulé (en milliers de dollars)

| | Coût au 31 mars 2007 | Acquisitions | Dispositions | Coût au 31 mars 2008 | Amortissement accumulé | Valeur comptable nette |
|------------------------------|----------------------------|--------------|--------------|----------------------------|---------------------------|------------------------------|
| Améliorations locatives | 22 181 | 40 | — | 22 221 | 18 601 | 3 620 |
| Logiciels | 9 537 | 963 | — | 10 500 | 8 665 | 1 835 |
| Matériel informatique | 2 692 | 24 | — | 2 716 | 2 554 | 162 |
| Équipement | — | 30 | — | 30 | — | 30 |
| Ameublement | — | 44 | — | 44 | 2 | 42 |
| Systèmes | | | | | | |
| INTREPID | 3 984 | — | — | 3 984 | 3 855 | 129 |
| TechSource | 88 240 | — | — | 88 240 | 86 076 | 2 164 |
| Autres | 11 164 | — | — | 11 164 | 10 282 | 882 |
| Systèmes en développement | 3 254 | 1 815 | — | 5 069 | — | 5 069 |
| Total | 141 052 | 2 916 | — | 143 968 | 130 035 | 13 933 |

4 — Assistance d'immobilisation reportée (AIR) (en milliers de dollars)

| | 2008 | 2007 |
|--------------------------------|----------|--------------|
| Contribution de l'AIR | 63 848 | 63 848 |
| Moins : amortissement accumulé | 63 848 | 62 253 |
| Valeur comptable nette | <u>—</u> | <u>1 595</u> |

5 — Passif net (en milliers de dollars)

IMPUTATION NETTE ACCUMULÉE SUR L'AUTORISATION DU FONDS (INAAF)

L'INAAF représente la position de trésorerie tenue par le gouvernement pour le Fonds.

SURPLUS ACCUMULÉ

Le surplus accumulé est une accumulation des surplus de chaque exercice, incluant l'imputation du déficit d'ouverture de 9,4 millions de dollars au moment de l'établissement du Fonds.

| | 2008 | 2007 |
|---|-----------------|-----------------|
| Surplus accumulé, au début de l'exercice | 34 392 | 69 406 |
| Résultats nets | 14 632 | 14 986 |
| Virement d'une partie du surplus accumulé à l'INAAF (note 1) | — | (50 000) |
| Surplus accumulé, à la fin de l'exercice | 49 024 | 34 392 |
| INAAF à la fin de l'exercice | (139 353) | (110 844) |
| Passif net | <u>(90 329)</u> | <u>(76 452)</u> |

6 — Engagements (en milliers de dollars)

Le Fonds est lié en vertu d'obligations contractuelles pour :

| | | |
|---|------|---------------|
| Les services de technologies de l'information avec Travaux publics et Services gouvernementaux Canada | 2009 | 6 564 |
| | 2010 | 6 776 |
| | | <u>13 340</u> |
| La location des locaux | 2009 | 6 493 |
| | 2010 | 1 711 |
| | 2011 | 1 646 |
| | | <u>9 850</u> |
| Le développement et support à l'entretien d'applications dans le cadre du Programme d'amélioration constante des systèmes | 2009 | 2 713 |
| L'accès à des bases de données en ligne | 2009 | 3 249 |
| | 2010 | 1 070 |
| | 2011 | 126 |
| | | <u>4 445</u> |

7 — Variations du fonds de roulement (en milliers de dollars)

Les composantes des variations de l'actif et du passif à court terme comprennent

| | 2008 | 2007 |
|------------------------------------|---------------|--------------|
| Comptes débiteurs | (837) | 711 |
| Revenus non facturés (court terme) | (131) | (1 188) |
| Charges payées d'avance | 63 | (12) |
| Comptes de dépôts | 455 | (5) |
| Comptes créditeurs | 8 251 | (651) |
| Revenus reportés (court terme) | 2 463 | 7 662 |
| | <u>10 244</u> | <u>6 517</u> |

8 — Opérations entre apparentés

Le Fonds est apparenté, à titre de propriété commune, à tous les ministères, organismes et sociétés d'Etat créés par le gouvernement fédéral. Les paiements liés au logement, à la traduction, au contentieux, aux rémunérations et avantages sociaux, aux services de courrier et de sécurité ainsi qu'aux services informatiques pour l'ordinateur central sont effectués avec les parties concernées pendant le cours normal des opérations.

9 — Assurance

Le Fonds n'assure pas ses biens, conformément à la pratique adoptée dans le cadre de la politique gouvernementale d'auto-assurance.

10 — Éventualités

CONGÉS DE MALADIE

Les employés peuvent accumuler les congés de maladie non utilisés. Toutefois, ces congés ne sont pas dévolus et ne peuvent être utilisés qu'en cas de maladie. Le montant des indemnités à payer en congés de maladie au cours des prochains exercices ne peut être raisonnablement déterminé et ne figure donc pas dans les présents états financiers. Le paiement des indemnités de congés de maladie est inclus dans les opérations en cours au moment où il est encouru.

11 — Impôts

Le Fonds n'a pas à payer l'impôt sur le revenu.

Renseignements financiers complémentaires

Fonds renouvelable

À titre d'OSS d'IC doté d'un fonds renouvelable, l'OPIC finance entièrement ses activités grâce aux revenus générés par les frais qu'il perçoit pour la prestation de ses services en matière de PI.

Les états financiers du Fonds renouvelable (le « Fonds ») de l'OPIC ont été préparés conformément aux exigences du receveur général du Canada pour les fonds renouvelables. La méthode de comptabilité utilisée dans ces états financiers diffère des principes comptables généralement reconnus au Canada parce que les services obtenus sans frais d'autres ministères gouvernementaux ne sont pas présentés comme des dépenses; les dépenses et les engagements liés aux prestations de cessation d'emploi excluent la partie non financée par le Fonds; et le passif éventuel est divulgué plutôt que comptabilisé. Certains renseignements compris dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et le jugement de la direction, compte tenu de leur importance relative.

L'OPIC élabore des politiques comptables, gère les systèmes financiers et exerce des contrôles internes nécessaires pour s'acquitter de ses responsabilités en matière de comptabilité et de rapport. Grâce à de saines pratiques de gestion financière et à des contrôles comptables internes rigoureux, l'administration financière de l'OPIC offre l'assurance raisonnable que les opérations de l'organisme sont comptabilisées et exécutées conformément aux pouvoirs qui sont conférés et que ses actifs sont protégés.

Dans le cadre de la fonction de contrôleur moderne et afin d'améliorer la responsabilisation et les comptes rendus de la direction, l'OPIC fait appel à des vérificateurs externes qui examinent les états financiers et donnent une opinion quant au fait que ces états présentent fidèlement la situation financière de l'organisme à la fin de l'exercice.

Rapport de gestion

Bilan

Le bilan du Fonds témoigne de la saine situation financière de l'OPIC. À la fin de mars 2008, le bilan (note 5) indique que l'OPIC a enregistré une imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds (INAAF — représentant la trésorerie du Fonds) de 139,4 millions de dollars, ou 51,5 millions si l'on exclut les revenus reportés à court et à long terme. Un montant de 9,1 millions de dollars est enregistré au titre des revenus non facturés, qui correspondent à la valeur du travail achevé avant la réception des taxes ou des droits. Les revenus non facturés ont trait principalement à l'examen et à l'enregistrement des marques de commerce : l'OPIC reçoit une partie des droits d'examen avant le début du travail (ces droits sont consignés dans les revenus reportés), le solde étant perçu après l'achèvement du travail et comptabilisé dans les revenus non facturés.

Les immobilisations de 13,9 millions de dollars, déduction faite de l'amortissement, représentent essentiellement la valeur nette des systèmes des secteurs d'activité, les locaux loués à bail et d'autres systèmes et logiciels de TI en cours de développement. Chaque année, on effectue des investissements en vue de renforcer les capacités de TI afin qu'elles correspondent bien aux objectifs et aux besoins opérationnels de l'OPIC.

Dans le passif, les revenus reportés à court et à long terme, soit respectivement 39,6 millions de dollars et 48,3 millions de dollars, représentent la somme déjà payée pour les services à fournir dans un proche avenir et sont liés directement à l'arrière des demandes de brevets et de marques de commerce à examiner. Le montant actuel total des revenus reportés, qui a augmenté de 2,4 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, représente l'équivalent des travaux à exécuter durant le prochain exercice. Le solde des comptes créditeurs de 17,1 millions de dollars, représente une augmentation de 8,3 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent et se rapporte principalement aux dépenses relatives aux avantages sociaux des employés. Les autres éléments d'actif et de passif sont demeurés relativement stables.

Le surplus accumulé s'élevait à 49 millions de dollars au 31 mars 2008. Grâce au surplus accumulé, l'OPIC pourra rester à la fois financièrement responsable et viable et il sera en mesure de maintenir ou d'améliorer ses niveaux de service. Il pourra par exemple réduire ses délais d'exécution et investir dans le renouvellement et l'expansion de ses systèmes de TI afin d'améliorer les produits et services offerts et, ainsi, de répondre aux besoins en constante évolution des clients, de respecter ses obligations internationales et d'offrir des produits et des services équivalents à ceux d'autres OPI internationaux.

État des résultats

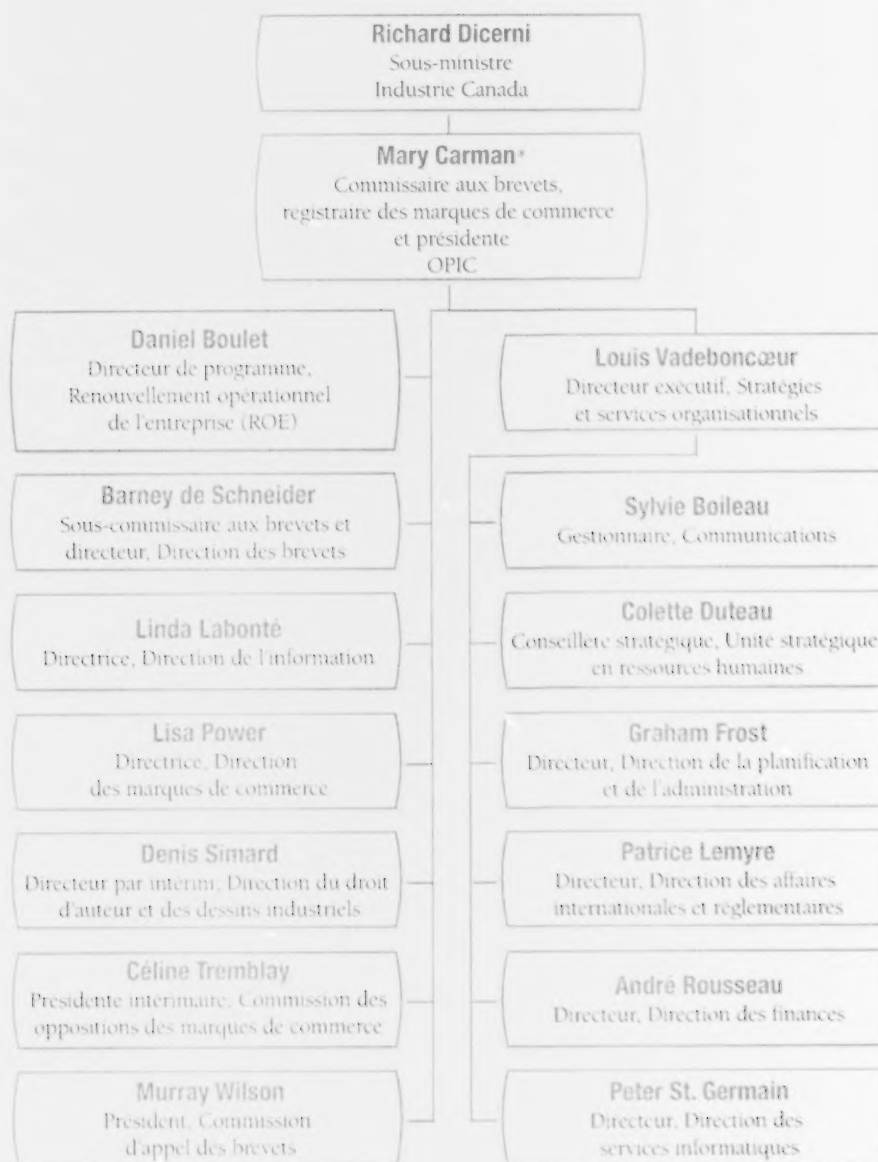
Les revenus pour l'exercice financier 2007-2008 s'élèvent à 144,5 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 6,3 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. Cette hausse s'explique essentiellement par les nouveaux frais liés aux demandes, aux examens et au maintien en état imposés depuis le 1^{er} janvier 2004, et est étayée par la croissance soutenue de la demande et le renforcement de la capacité de l'OPIC de répondre à la demande grâce à des engagements opérationnels clés.

Les dépenses pour la même période s'élèvent à 129,9 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 6,6 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. Les dépenses salariales comptent pour une bonne partie de cette augmentation. Cette situation s'explique principalement par l'embauche de nombreux examinateurs pour répondre à la demande croissante de produits et de services en matière de PI. Cet investissement dans les ressources humaines a déjà eu un effet remarquable sur les délais d'exécution dans de nombreux secteurs et génère donc des revenus supplémentaires. Nous notons aussi une augmentation des dépenses pour les services professionnels de 2,3 millions de dollars, principalement en raison de l'augmentation des coûts liés à la TI, et une diminution de 6,9 millions de dollars pour l'amortissement des immobilisations. L'OPIC a donc enregistré un résultat net positif de 14,6 millions de dollars.

Pour de plus amples renseignements sur les revenus et les dépenses, veuillez consulter les tableaux à l'appendice B.

Appendice A

Structure organisationnelle — 2007-2008



* La commissaire aux brevets et le registraire des marques de commerce agissent indépendamment lorsqu'ils sont appelés à rendre des décisions quasi judiciaires.

Appendice B

Données financières

Figure 1 Revenus, par produit et service

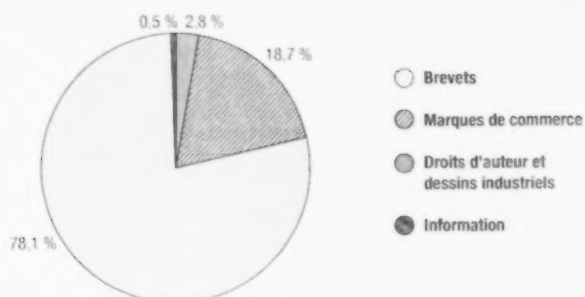


Figure 2 Dépenses de fonctionnement, par catégorie

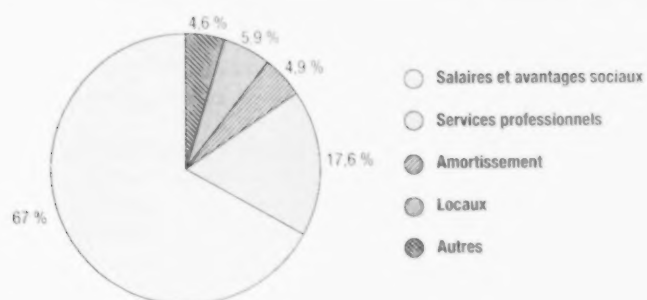


Figure 3 Dépenses, par regroupement de directions

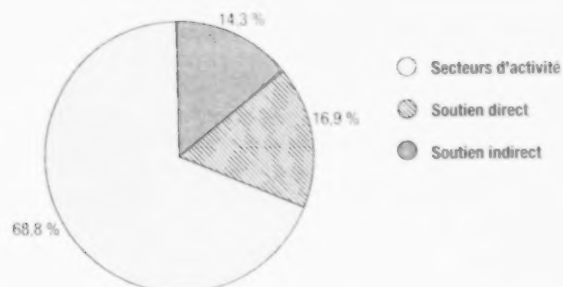
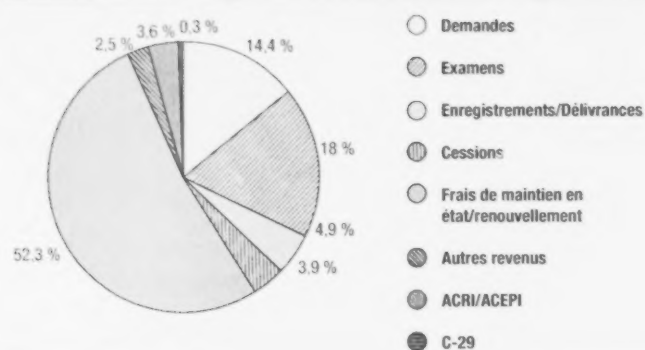
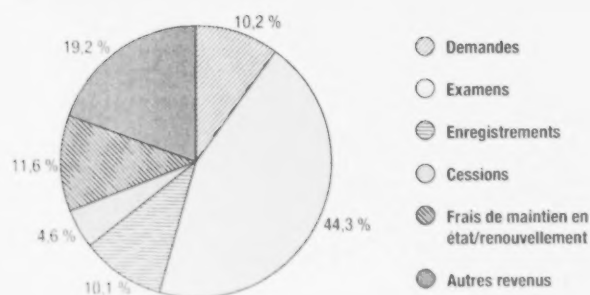
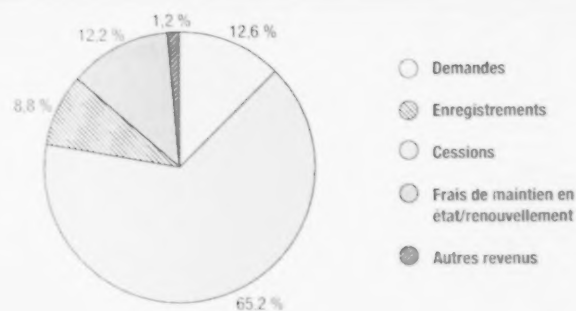


Figure 4 Revenus — Brevets**Figure 5 Revenus — Marques de commerce****Figure 6 Revenus — Droits d'auteur et dessins industriels**

Appendice C

Statistiques

TABEAU 1

Données sur les réalisations

| | 2005-2006 | 2006-2007 | 2007-2008 |
|---|-----------|-----------|-----------|
| Demandes déposées | | | |
| Brevets | 40 044 | 40 873 | 41 321 |
| Nationaux | 11 749 | 10 879 | 10 642 |
| Traité de coopération en matière de brevets | 28 295 | 29 994 | 30 679 |
| Marques de commerce | 43 616 | 45 374 | 47 586 |
| Droits d'auteur | 8 617 | 8 504 | 9 321 |
| Dessins industriels | 4 682 | 4 883 | 5 174 |
| Topographies de circuits intégrés | 2 | 8 | — |
| Administration chargée de la recherche internationale (ACRI) | 2 014 | 2 204 | 2 385 |
| Administration chargée de l'examen préliminaire international (ACEPI) | 154 | 415 | 430 |
| Requêtes d'examen | | | |
| Brevets | 28 352 | 28 622 | 27 116 |
| Demandes traitées | | | |
| Brevets | 32 113 | 32 806 | 33 673 |
| Délivrances ou enregistrements | | | |
| Brevets | 15 331 | 16 100 | 18 554 |
| Marques de commerce | 25 485 | 23 236 | 25 314 |
| Droits d'auteur | 8 251 | 8 432 | 9 254 |
| Dessins industriels | 3 469 | 3 841 | 5 947 |
| Topographies de circuits intégrés | 2 | 8 | — |
| Abandons | | | |
| Marques de commerce | 14 797 | 14 826 | 15 243 |
| Droits d'auteur | 42 | 104 | 132 |
| Dessins industriels | 328 | 455 | 527 |
| Maintiens ou renouvellements | | | |
| Brevets | 291 654 | 286 552 | 307 382 |
| Marques de commerce | 8 795 | 8 282 | 8 688 |
| Dessins industriels | 1 601 | 1 726 | 1 259 |
| Cessions | | | |
| Brevets | 57 220 | 50 012 | 43 911 |
| Marques de commerce | 32 323 | 31 372 | 44 393 |
| Droits d'auteur | 1 249 | 1 822 | 2 009 |
| Dessins industriels | 1 976 | 1 455 | 2 265 |
| Topographies de circuits intégrés | 2 | — | — |
| Demandes de renseignements traitées | | | |
| Brevets | 21 718 | 20 291 | 21 615 |
| Demandes concernant l'état de brevets | 749 | 1 825 | 735 |
| Marques de commerce | 20 009 | 19 384 | 20 870 |
| Droits d'auteur | 7 957 | 7 082 | 7 430 |
| Dessins industriels | 1 290 | 1 240 | 1 076 |
| Topographies de circuits intégrés | 44 | 35 | 10 |
| Demandes de renseignements généraux | 1 285 | 20 962 | 19 114 |
| Autres demandes | 196 | s.o. | s.o. |

Données sur les marques de commerce

TABLEAU 2

Demandes de marques de commerce déposées,
selon la langue

| | 2005-2006 | 2006-2007 | 2007-2008 |
|----------|-----------|-----------|-----------|
| Français | 3 356 | 3 525 | 3 688 |
| Anglais | 40 260 | 41 849 | 43 898 |
| Total | 43 616 | 45 374 | 47 586 |

TABLEAU 3

Demandes de marques de commerce déposées
et enregistrées, par province ou territoire

| | Déposées | Enregistrées |
|---------------------------|----------|--------------|
| Alberta | 1 839 | 1 238 |
| Colombie-Britannique | 3 062 | 1 580 |
| Île-du-Prince-Édouard | 56 | 18 |
| Manitoba | 388 | 263 |
| Nouveau-Brunswick | 209 | 127 |
| Nouvelle-Écosse | 259 | 125 |
| Nunavut | 0 | 8 |
| Ontario | 10 022 | 5 598 |
| Québec | 4 652 | 2 747 |
| Saskatchewan | 244 | 98 |
| Terre-Neuve-et-Labrador | 86 | 56 |
| Territoire du Yukon | 10 | 9 |
| Territoires du Nord-Ouest | 6 | 6 |
| Total | 20 833 | 11 873 |

TABLEAU 4

Les 10 principaux requérants de marques de commerce

| | |
|------------------------------------|-----|
| The Procter & Gamble Company | 264 |
| Johnson & Johnson (A Legal Entity) | 183 |
| Spin Master Ltd. | 136 |
| Glaxo Group Limited | 132 |
| Novartis AG | 126 |
| Dundee Corporation | 113 |
| L'Oréal, Société Anonyme | 104 |
| Unilever Canada Inc. | 94 |
| Hasbro, Inc. | 80 |
| MARS Canada Inc. | 79 |

TABLEAU 5

Les 10 principaux propriétaires de marques de commerce

| | |
|--|-----|
| The Procter & Gamble Company | 129 |
| Dundee Corporation | 75 |
| Unilever Canada | 51 |
| Kohler Co., A Corporation Organized | 47 |
| Canadian Tire Corporation, Limited | 45 |
| L'Oréal, Société Anonyme | 41 |
| The Bank of Nova Scotia | 41 |
| Sony Kabushiki Kaisha A/T/A Sony Corporation | 40 |
| Canadian Hockey Association | 38 |
| BSH Home Appliances Corporation | 37 |

TABLEAU 6

Résultats opérationnels — Commission des oppositions
des marques de commerce

| | 2005-2006 | 2006-2007 | 2007-2008 |
|--|-----------|-----------|-----------|
| Déclarations d'opposition déposées | 1 232 | 1 114 | 1 384 |
| Décisions rendues dans des dossiers d'opposition | 82 | 133 | 140 |
| Abandons de dossiers d'opposition | 795 | 777 | 654 |
| Avis signifiés en vertu de l'article 45 | 593 | 640 | 568 |
| Décisions rendues en vertu de l'article 45 | 622 | 484 | 506 |

TABEAU 7
Demandes de marques de commerce déposées et enregistrées, selon l'origine indiquée par le requérant

| | Déposées | Enregistrées | | Déposées | Enregistrées |
|--|----------|--------------|-----------------------------|----------|--------------|
| Afrique du Sud | 53 | 48 | Italie | 585 | 357 |
| Algérie | 1 | 0 | Jamaïque | 5 | 1 |
| Allemagne | 1 672 | 735 | Japon | 947 | 575 |
| Andorre | 1 | 0 | Jersey | 1 | 0 |
| Anguilla | 4 | 0 | Jordanie | 2 | 1 |
| Antigua-et-Barbuda | 9 | 0 | Kenya | 3 | 1 |
| Antilles | 17 | 23 | Koweït | 10 | 2 |
| Antilles néerlandaises | 15 | 7 | Liban | 5 | 2 |
| Arabie saoudite | 18 | 4 | Liechtenstein | 31 | 13 |
| Argentine | 33 | 23 | Lituanie | 1 | 0 |
| Australie | 487 | 226 | Luxembourg | 77 | 32 |
| Autriche | 116 | 67 | Macao | 4 | 0 |
| Bahamas | 28 | 15 | Malaisie | 12 | 9 |
| Bahrein | 2 | 0 | Malte | 4 | 4 |
| Barbade | 79 | 32 | Maroc | 1 | 0 |
| Belarus | 0 | 1 | Maurice | 4 | 4 |
| Belgique | 174 | 72 | Mexique | 147 | 38 |
| Belize | 7 | 1 | Monaco | 27 | 10 |
| Benelux (Office de la PI) (Luxembourg) | 1 | 0 | Nicaragua | 1 | 0 |
| Benelux (Office de la PI) (Pays-Bas) | 2 | 0 | Norvège | 59 | 28 |
| Bermudes | 50 | 10 | Nouvelle-Zélande | 111 | 53 |
| Bosnie-Herzégovine | 2 | 0 | Oman | 0 | 1 |
| Brazil | 61 | 39 | Pakistan | 7 | 1 |
| Bulgarie | 3 | 1 | Panama | 24 | 22 |
| Canada | 20 841 | 11 873 | Paraguay | 1 | 0 |
| Chili | 45 | 29 | Pays-Bas | 412 | 194 |
| Chine | 431 | 225 | Pérou | 9 | 1 |
| Chypre | 7 | 4 | Philippines | 15 | 7 |
| Colombie | 18 | 11 | Pologne | 30 | 23 |
| Costa Rica | 0 | 1 | Portugal | 61 | 19 |
| Croatie | 0 | 4 | Qatar | 2 | 0 |
| Cuba | 5 | 0 | République arabe syrienne | 1 | 1 |
| Danemark | 131 | 91 | République de Corée | 216 | 95 |
| Dominique | 1 | 0 | République de Moldova | 0 | 1 |
| Égypte | 1 | 3 | République dominicaine | 4 | 0 |
| Émirats arabes unis | 32 | 10 | République islamique d'Iran | 8 | 0 |
| Équateur | 4 | 1 | République populaire | | |
| Espagne | 276 | 118 | démocratique de Corée | 2 | 1 |
| El Salvador | 1 | 0 | République tchèque | 20 | 5 |
| Estonie | 3 | 2 | République-Unie de Tanzanie | 5 | 0 |
| Etats-Unis d'Amérique | 15 404 | 7 871 | Roumanie | 5 | 2 |
| Fédération de Russie | 36 | 12 | Royaume-Uni | 1 276 | 549 |
| Finlande | 85 | 45 | Sainte-Lucie | 3 | 0 |
| France | 1 212 | 658 | Seychelles | 3 | 4 |
| Géorgie | 1 | 0 | Singapour | 55 | 30 |
| Gibraltar | 10 | 4 | Slovaquie | 5 | 2 |
| Grèce | 6 | 9 | Slovénie | 6 | 4 |
| Guatemala | 19 | 3 | Sri Lanka | 2 | 2 |
| Guernesey | 4 | 0 | Suède | 230 | 128 |
| Guyana | 1 | 4 | Suisse | 912 | 424 |
| Hardi | 1 | 0 | Saint-Kitts-et-Nevis | 0 | 2 |
| Honduras | 2 | 0 | Taiwan | 131 | 84 |
| Hong Kong (Chine) | 150 | 55 | Thaïlande | 21 | 27 |
| Hongrie | 5 | 4 | Togo | 1 | 0 |
| Île de Man | 16 | 1 | Trinité-et-Tobago | 3 | 0 |
| Îles Anglo-Normandes | 3 | 5 | Tunisie | 3 | 0 |
| Îles Caimans | 53 | 14 | Turquie | 47 | 14 |
| Îles Cook | 1 | 0 | Ukraine | 10 | 0 |
| Îles Turks et Caicos | 0 | 8 | Uruguay | 10 | 3 |
| Îles Vierges britanniques | 60 | 29 | Vanuatu | 1 | 0 |
| Inde | 63 | 31 | Venezuela | 2 | 0 |
| Indonésie | 6 | 1 | Vietnam | 1 | 7 |
| Iraq | 2 | 0 | | | |
| Irlande | 116 | 55 | | | |
| Islande | 18 | 6 | | | |
| Israël | 100 | 39 | | | |
| | | | Total | 47 586 | 25 314 |

Figure 7 Délais d'exécution des demandes de marques de commerce en attente d'examen

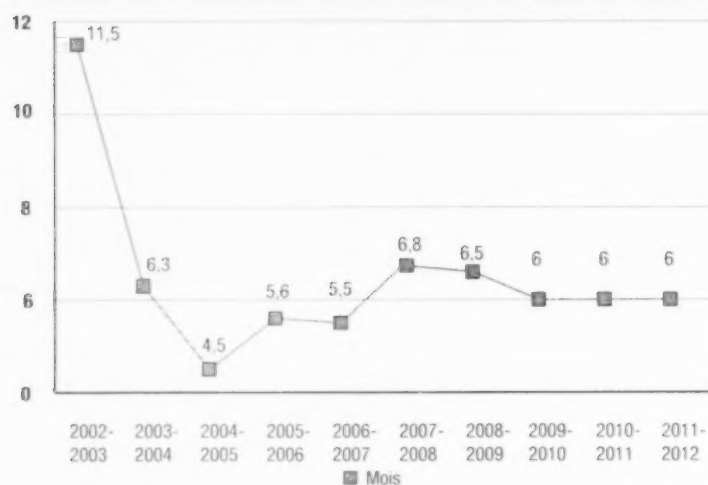


Figure 8 Demandes d'enregistrement de marques de commerce

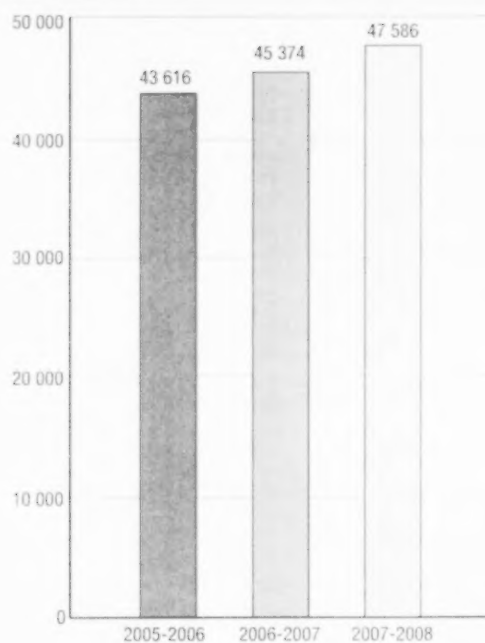
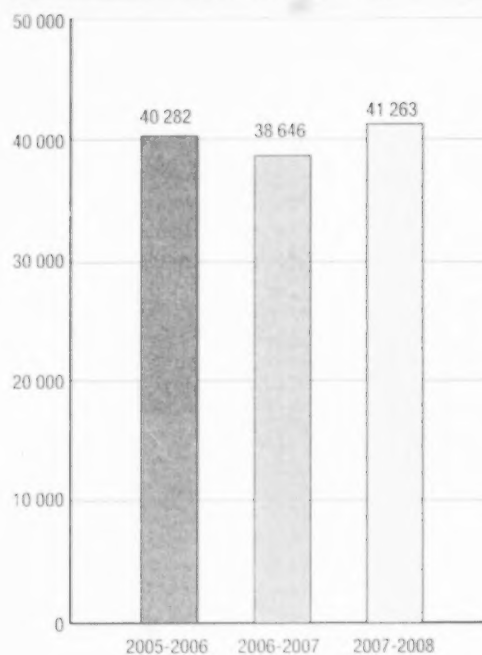


Figure 9 Demandes de marques de commerce traitées



Données sur les brevets

TABLEAU 8
Demandes de brevets déposées, selon la langue

| | 2005-2006 | 2006-2007 | 2007-2008 |
|----------|-----------|-----------|-----------|
| Français | 1 386 | 1 414 | 1 359 |
| Anglais | 38 658 | 39 459 | 39 962 |
| Total | 40 044 | 40 873 | 41 321 |

TABLEAU 9
Demandes de brevets déposées, requêtes d'examen et brevets délivrés, par domaine

| Domaine | 2005-2006 | 2006-2007 | 2007-2008 |
|-------------------------------------|-----------|-----------|-----------|
| Biotechnologie | | | |
| Demandes déposées | 3 406 | 3 353 | 3 357 |
| Requêtes d'examen | 2 793 | 2 553 | 2 411 |
| Brevets délivrés | 514 | 505 | 979 |
| Informatique | | | |
| Demandes déposées | 7 048 | 7 222 | 7 292 |
| Requêtes d'examen | 5 347 | 5 740 | 5 024 |
| Brevets délivrés | 2 286 | 2 274 | 2 445 |
| Génie électrique ou physique | | | |
| Demandes déposées | 3 286 | 3 154 | 3 232 |
| Requêtes d'examen | 2 209 | 2 164 | 2 162 |
| Brevets délivrés | 1 262 | 1 183 | 1 291 |
| Génie mécanique ou civil | | | |
| Demandes déposées | 9 562 | 9 228 | 9 464 |
| Requêtes d'examen | 6 476 | 6 481 | 6 200 |
| Brevets délivrés | 5 376 | 5 504 | 6 190 |
| Chimie organique | | | |
| Demandes déposées | 4 829 | 5 269 | 5 242 |
| Requêtes d'examen | 3 626 | 3 501 | 3 328 |
| Brevets délivrés | 1 876 | 2 047 | 2 247 |
| Chimie — autres | | | |
| Demandes déposées | 7 003 | 7 425 | 7 491 |
| Requêtes d'examen | 4 817 | 5 014 | 4 843 |
| Brevets délivrés | 2 116 | 2 497 | 2 817 |
| Divers | | | |
| Demandes déposées | 4 910 | 5 222 | 5 243 |
| Requêtes d'examen | 3 084 | 3 169 | 3 148 |
| Brevets délivrés | 1 901 | 2 090 | 2 585 |
| Tous les domaines | | | |
| Demandes déposées | 40 044 | 40 873 | 41 321 |
| Requêtes d'examen | 28 352 | 28 622 | 27 116 |
| Brevets délivrés | 15 331 | 16 100 | 18 554 |

TABLEAU 10

Demandes de brevets déposées et brevets délivrés aux résidents du Canada et aux résidents de pays étrangers

| | Dépôts PCT | Dépôts non-PCT | Total des dépôts | Total des délivrances |
|-------------------------|---------------|-------------------|---------------------|--------------------------|
| Canada | | | | |
| Alberta | 209 | 562 | 771 | 360 |
| Colombie-Britannique | 200 | 397 | 597 | 164 |
| Île-du-Prince-Édouard | 1 | 8 | 9 | 2 |
| Manitoba | 29 | 91 | 120 | 43 |
| Nouveau-Brunswick | 7 | 36 | 43 | 10 |
| Nouvelle-Écosse | 13 | 52 | 65 | 17 |
| Ontario | 618 | 1 599 | 2 217 | 755 |
| Québec | 333 | 811 | 1 144 | 414 |
| Saskatchewan | 16 | 84 | 100 | 42 |
| Terre-Neuve-et-Labrador | 0 | 18 | 18 | 6 |
| Territoire du Yukon | 0 | 2 | 2 | 0 |
| Total partiel | 1 426 | 3 660 | 5 086 | 1 813 |
| Pays étrangers | 29 253 | 6 982 | 36 235 | 16 741 |
| Total | 30 679 | 10 642 | 41 321 | 18 554 |

TABLEAU 11

Les 10 principaux demandeurs de brevets

| | |
|----------------------------------|-----|
| Research in Motion Limited | 458 |
| The Procter & Gamble Company | 389 |
| General Electric Company | 337 |
| Qualcomm Incorporated | 289 |
| BASF Aktiengesellschaft | 224 |
| Schlumberger Canada Limited | 216 |
| 3M Innovative Properties Company | 196 |
| Novartis AG | 188 |
| Boston Scientific Limited | 184 |
| F. Hoffman-LaRoche AG | 176 |

TABLEAU 12

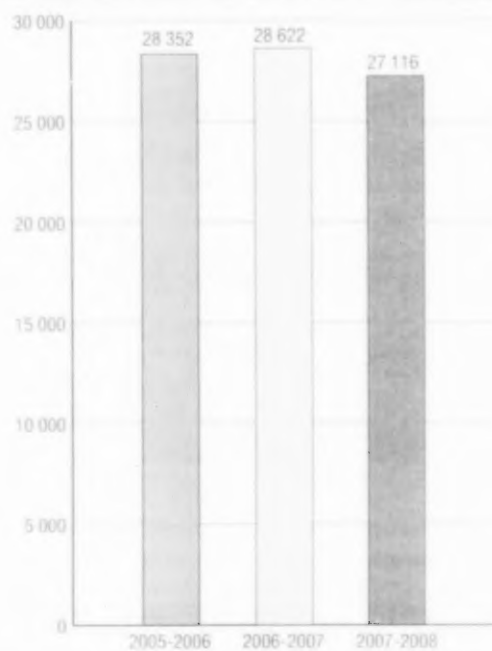
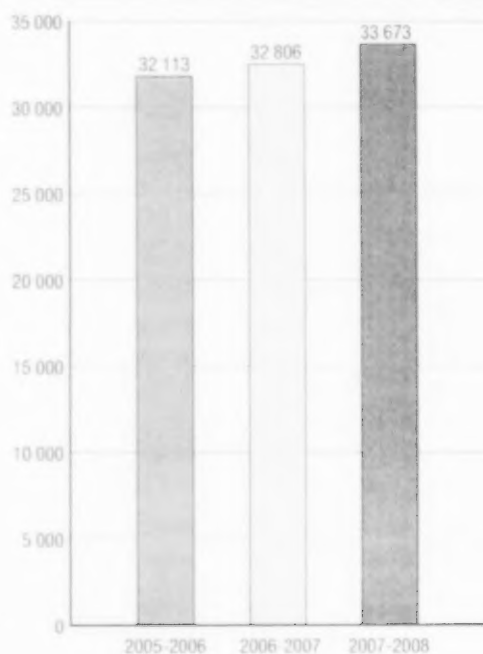
Les 10 principaux titulaires de brevets

| | |
|--|-----|
| The Procter & Gamble Company | 184 |
| Honda Giken Kogyo Kabushiki Kaisha | 182 |
| Telefonaktiebolaget LM Ericsson | 164 |
| Weatherford/Lamb Inc. | 146 |
| BASF Aktiengesellschaft | 125 |
| Bayer Aktiengesellschaft | 119 |
| Illinois Tool Works Inc. | 119 |
| Schlumberger Canada Limited | 116 |
| Minnesota Mining and Manufacturing Company | 112 |
| E.I. du Pont de Nemours and Company | 82 |

TABLEAU 13

Résultats opérationnels — Commission d'appel des brevets

| | 2005-2006 | 2006-2007 | 2007-2008 |
|---|-----------|-----------|-----------|
| Décisions finales | | | |
| Renvois | 14 | 10 | 16 |
| Demandes traitées | 11 | 10 | 5 |
| Dessins industriels | | | |
| Renvois | 2 | 0 | 0 |
| Demandes traitées | 0 | 1 | 0 |
| Conflits | | | |
| Renvois | 0 | 4 | 6 |
| Demandes traitées | 0 | 1 | 2 |
| Réexamen — article 48.1 | | | |
| Dépôts | 5 | 2 | 3 |
| Demandes traitées | 6 | 2 | 5 |
| Abus — article 67 | | | |
| Dépôts | 1 | 0 | 0 |
| Demandes traitées | 1 | 0 | 0 |
| Candidats à l'examen de compétence ou d'aptitude des agents | | | |
| Brevets | 209 | 219 | 241 |
| Marques de commerce | 32 | 35 | 24 |

Figure 10 *Requêtes d'examen de brevets***Figure 11** *Demandes de brevets traitées*

Données sur les droits d'auteur

TABLEAU 15

Demandes de droits d'auteur déposées, selon la langue

| | 2005-2006 | 2006-2007 | 2007-2008 |
|----------|-----------|-----------|-----------|
| Français | 1 669 | 1 495 | 1 538 |
| Anglais | 6 948 | 7 009 | 7 783 |
| Total | 8 617 | 8 504 | 9 321 |

TABLEAU 16

Demandes de droits d'auteur déposées et enregistrées, par province ou territoire

| | Déposées | Enregistrées |
|---------------------------|----------|--------------|
| Alberta | 781 | 781 |
| Colombie-Britannique | 1 126 | 1 123 |
| Île-du-Prince-Édouard | 25 | 25 |
| Manitoba | 171 | 171 |
| Nouveau-Brunswick | 109 | 109 |
| Nouvelle-Écosse | 139 | 133 |
| Ontario | 3 414 | 3 403 |
| Québec | 1 952 | 1 946 |
| Saskatchewan | 119 | 120 |
| Terre-Neuve-et-Labrador | 38 | 38 |
| Territoire du Yukon | 10 | 10 |
| Territoires du Nord-Ouest | 6 | 6 |
| Total | 7 890 | 7 865 |

TABLEAU 17

Droits d'auteur déposés et enregistrés, selon l'origine indiquée par le demandeur

| | Déposés | Enregistrés |
|---------------------------|---------|-------------|
| Allemagne | 32 | 32 |
| Antilles britanniques | 1 | 1 |
| Australie | 15 | 15 |
| Bahamas | 1 | 1 |
| Bermudes | 32 | 32 |
| Brésil | 3 | 3 |
| Bulgarie | 1 | 1 |
| Canada | 7 891 | 7 866 |
| Chine | 8 | 8 |
| Costa Rica | 1 | 1 |
| Cuba | 2 | 2 |
| Danemark | 2 | 2 |
| El Salvador | 1 | 1 |
| Émirats arabes unis | 2 | 2 |
| Espagne | 11 | 11 |
| États-Unis d'Amérique | 1 048 | 1 006 |
| Éthiopie | 1 | 1 |
| France | 31 | 31 |
| Grèce | 2 | 2 |
| Haïti | 1 | 1 |
| Hong Kong (Chine) | 29 | 29 |
| Hongrie | 3 | 3 |
| Îles Vierges britanniques | 6 | 6 |
| Inde | 4 | 4 |
| Irlande | 14 | 14 |
| Italie | 9 | 9 |
| Japon | 25 | 25 |
| Kazakhstan | 1 | 1 |
| Liban | 1 | 1 |
| Luxembourg | 4 | 4 |
| Malaisie | 1 | 1 |
| Mexique | 6 | 6 |
| Nigéria | 2 | 2 |
| Norvège | 4 | 4 |
| Nouvelle-Zélande | 3 | 3 |
| Paraguay | 1 | 1 |
| Pays-Bas | 4 | 4 |
| Philippines | 1 | 1 |
| Pologne | 1 | 1 |
| Portugal | 1 | 1 |
| République de Chine | 1 | 1 |
| République tchèque | 2 | 2 |
| Royaume-Uni | 70 | 70 |
| Singapour | 1 | 1 |
| Suède | 1 | 1 |
| Suisse | 41 | 41 |
| Total | 9 321 | 9 254 |

TABLEAU 18

Les 10 principaux demandeurs de droits d'auteur

| | |
|---|-----|
| Pearson Education Canada | 227 |
| Twentieth Century Fox Film Corporation | 149 |
| Groupe Éducalivres Inc. | 88 |
| Miramax Film Corp | 77 |
| Cumulative Environmental Management Association | 48 |
| Spin Master Ltd. | 46 |
| ATCO Structures Inc. | 45 |
| UMG Recordings, Inc. | 39 |
| Giftcraft Ltd. | 39 |
| Nintendo of America Inc. | 37 |

Figure 12 Demandes d'enregistrement de droits d'auteur

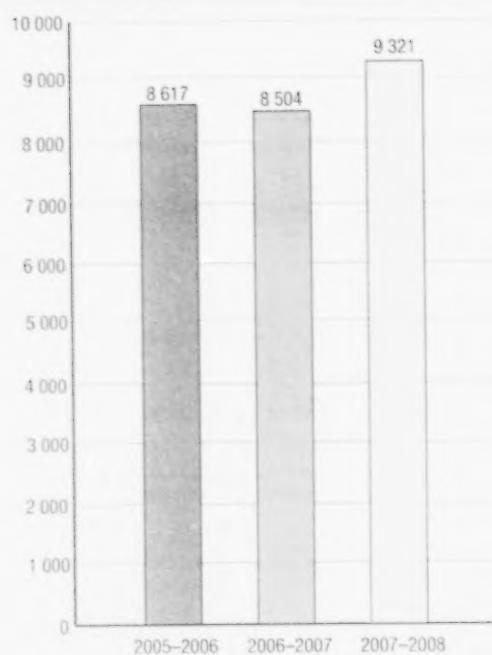
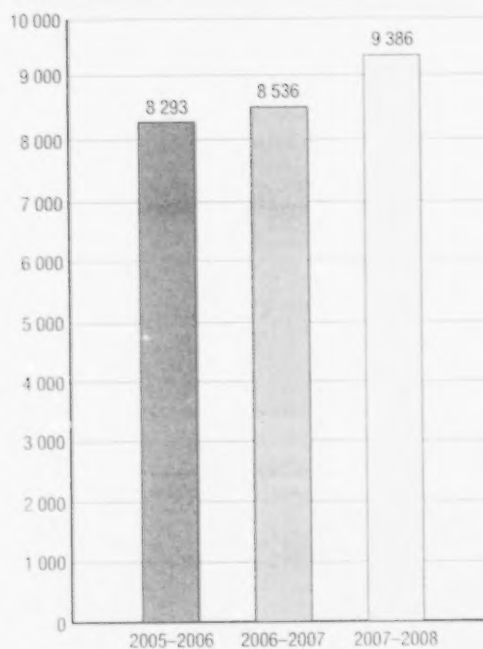


Figure 13 Demandes de droits d'auteur traitées



Données sur les dessins industriels

TABLEAU 19

Dessins industriels enregistrés, selon la langue

| | 2005-2006 | 2006-2007 | 2007-2008 |
|----------|-----------|-----------|-----------|
| Français | 124 | 92 | 168 |
| Anglais | 3 345 | 3 761 | 5 779 |
| Total | 3 469 | 3 853 | 5 947 |

TABLEAU 20

Demandes de dessins industriels déposées et enregistrées, par province ou territoire

| | Déposées | Enregistrées |
|---------------------------|----------|--------------|
| Alberta | 25 | 27 |
| Colombie-Britannique | 81 | 166 |
| Manitoba | 6 | 14 |
| Nouveau-Brunswick | 14 | 7 |
| Nouvelle-Écosse | 4 | 5 |
| Ontario | 257 | 246 |
| Québec | 185 | 153 |
| Saskatchewan | 5 | 2 |
| Terre-Neuve-et-Labrador | 2 | 3 |
| Territoires du Nord-Ouest | 1 | 0 |
| Total | 580 | 623 |

TABLEAU 21

Demandes de dessins industriels déposées et enregistrées, selon l'origine indiquée par le demandeur

| | Déposées | Enregistrées |
|---------------------------|----------|--------------|
| Afrique du Sud | 13 | 6 |
| Allemagne | 206 | 190 |
| Angleterre | 40 | 33 |
| Anguilla | 0 | 1 |
| Argentine | 1 | 5 |
| Australie | 55 | 75 |
| Autriche | 161 | 20 |
| Bahamas | 7 | 6 |
| Barbade | 12 | 18 |
| Belgique | 18 | 11 |
| Bermudes | 1 | 1 |
| Bésil | 5 | 3 |
| Canada | 580 | 623 |
| Chine | 38 | 79 |
| Chypre | 1 | 0 |
| Colombie | 3 | 0 |
| Corée | 19 | 9 |
| Croatie | 6 | 0 |
| Danemark | 13 | 9 |
| Espagne | 21 | 11 |
| États-Unis d'Amérique | 2 606 | 3 384 |
| Finlande | 90 | 81 |
| France | 153 | 159 |
| Hong Kong (Chine) | 16 | 21 |
| Hongrie | 0 | 1 |
| Îles Caïmans | 5 | 7 |
| Îles Vierges britanniques | 81 | 4 |
| Inde | 28 | 4 |
| Indonésie | 0 | 1 |
| Irlande | 3 | 7 |
| Israël | 4 | 12 |
| Italie | 157 | 152 |
| Japon | 256 | 366 |
| Liechtenstein | 15 | 25 |
| Luxembourg | 1 | 0 |
| Malaisie | 3 | 0 |
| Mexique | 3 | 4 |
| Norvège | 15 | 22 |
| Nouvelle-Zélande | 17 | 25 |
| Pays-Bas | 58 | 49 |
| Pologne | 3 | 0 |
| Portugal | 1 | 0 |
| République de Corée | 34 | 61 |
| République tchèque | 1 | 0 |
| Royaume-Uni | 152 | 133 |
| Singapour | 4 | 12 |
| Suède | 59 | 57 |
| Suisse | 129 | 172 |
| Taiwan | 77 | 82 |
| Thaïlande | 0 | 2 |
| Turquie | 0 | 4 |
| Yougoslavie | 2 | 0 |
| Total | 5 174 | 5 947 |

TABLEAU 22

Les 10 principaux demandeurs de dessins industriels

| | |
|------------------------------|-----|
| Microsoft Corporation | 244 |
| Nike International Ltd. | 175 |
| The Procter & Gamble Company | 161 |
| Wolverine World Wide, Inc. | 174 |
| Kohler Co. | 116 |
| Honda Motor Co., Ltd | 96 |
| Peak Innovations Inc. | 78 |
| Nokia Corporation | 65 |
| PI-Design AG | 58 |
| Dart Industries Inc. | 51 |

TABLEAU 23

Les 10 principaux propriétaires de dessins industriels

| | |
|------------------------------|-----|
| Microsoft Corporation | 244 |
| Nike International Ltd. | 175 |
| The Procter & Gamble Company | 152 |
| Wolverine World Wide, Inc. | 147 |
| Kohler Co. | 117 |
| Honda Motor Co., Ltd | 96 |
| Peak Innovations Inc. | 78 |
| Nokia Corporation | 65 |
| PI-Design AG | 56 |
| Dart Industries Inc. | 51 |

Figure 14 Demandes d'enregistrement de dessins industriels

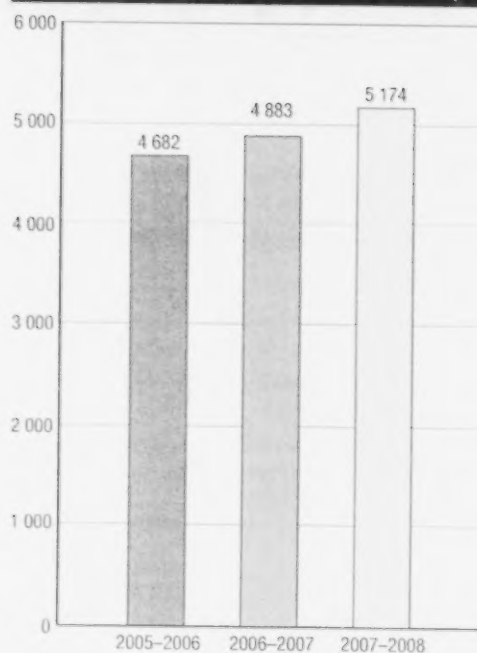
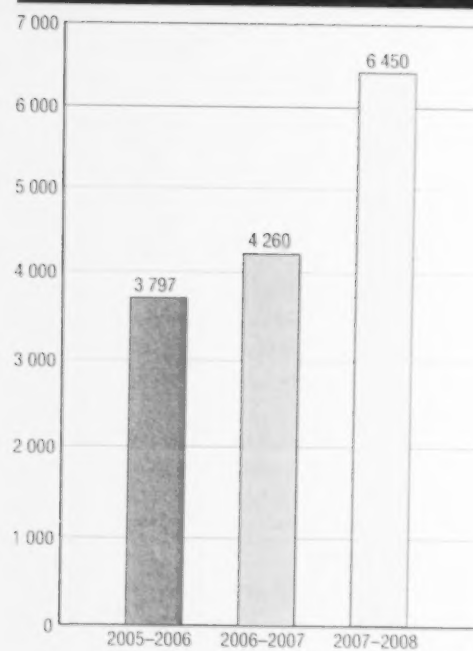


Figure 15 Demandes de dessins industriels traitées



Données en matière d'information

Figure 16 Consultations du site Web

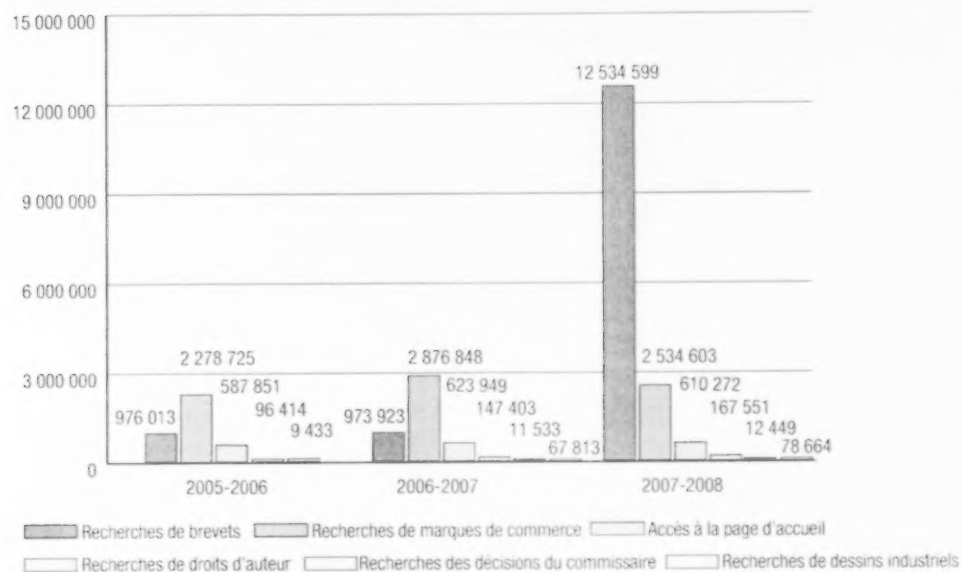
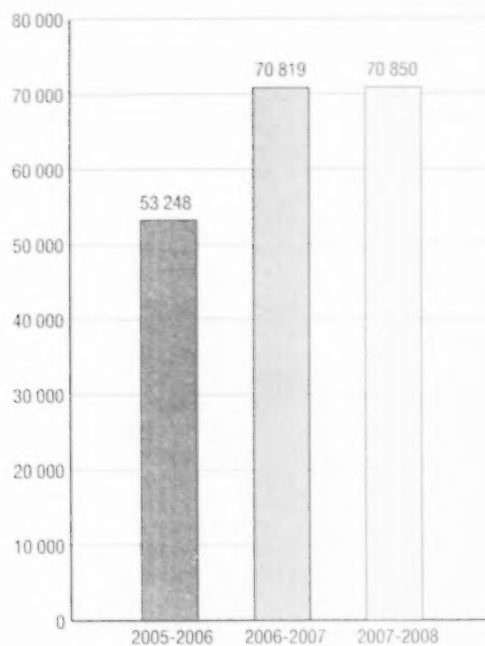
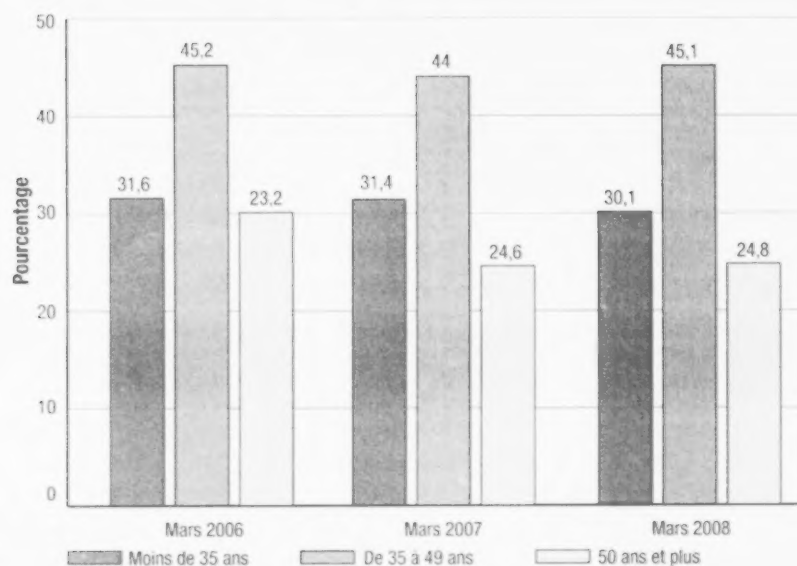
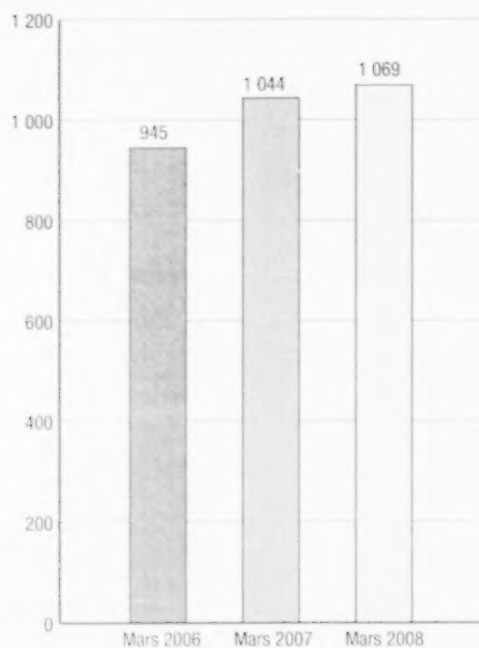
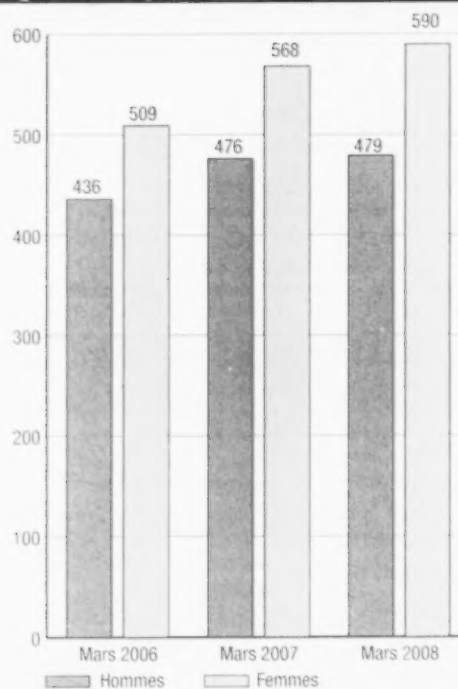


Figure 17 Demandes de renseignements



Données en matière de ressources humaines

Figure 18 Employés par groupe d'âge**Figure 19** Nombre d'employés**Figure 20** Employés, selon le sexe

Appendice D

Normes de service à la clientèle

| Services | Normes de service à la clientèle | Résultats |
|--|---|---|
| DIRECTION DES BREVETS | | |
| • délivrer un certificat de dépôt pour les demandes de brevets satisfaisant aux exigences de dépôt | dans les 4 semaines suivant la réception de la demande | 5 semaines |
| • délivrer une confirmation d'entrée à la phase nationale pour les demandes soumises en vertu du PCT satisfaisant aux exigences d'entrée | dans les 8 semaines suivant la réception de la demande | 11 semaines |
| • délivrer un certificat d'enregistrement du droit de propriété | dans les 6 semaines suivant la réception des documents | 6 semaines |
| • procéder à un premier examen de fond (80 p. 100 des demandes faisant l'objet d'une requête d'examen sont en attente d'un premier rapport d'examen de fond, y compris toutes les objections à la brevetabilité connues) | dans le cas de 80 p. 100 des demandes, moins de 24 mois | dans le cas de 72 p. 100 des demandes, moins de 24 mois |
| COMMISSION D'APPEL DES BREVETS | | |
| • Brevets - communiquer avec le demandeur pour fixer une date d'audience | dans les 2 mois | 2 mois |
| • Dessins industriels - communiquer avec le demandeur pour fixer une date d'audience | dans les 2 mois | non applicable |
| DIRECTION DES MARQUES DE COMMERCE | | |
| • accuser réception des nouvelles demandes déposées de façon réglementaire | dans les 7 jours ouvrables suivant la date de dépôt | 6,1 jours ouvrables |
| • approuver les demandes recevables ou délivrer un premier rapport d'examen | dans les 6 mois | 6,8 mois |
| • répondre à la correspondance du client suite à un premier rapport | dans les 4 mois suivant la réception de la correspondance | 4 mois suivant la réception |

| Services | Normes de service à la clientèle | Résultats |
|---|---|------------------------|
| COMMISSION DES OPPOSITIONS DES MARQUES DE COMMERCE | | |
| • tenir une audience orale | | |
| - oppositions | dans les 14 mois suivant la réception de la requête (aucune prorogation) | 12 mois |
| - demandes en vertu de l'article 45 | dans les 18 mois suivant la réception de la requête | 16 mois |
| • rendre une décision | | |
| - oppositions sans audience | dans les 11 mois suivant l'étape de la décision | 8 mois |
| - demandes en vertu de l'article 45 sans audience | dans les 13 mois suivant l'étape de la décision | 13 mois |
| BUREAU DU DROIT D'AUTEUR | | |
| • enregistrer un droit d'auteur et délivrer un certificat | | |
| - pour les demandes reçues par courrier | dans les 6 jours ouvrables suivant la réception de la demande et des droits | 5,9 jours ouvrables |
| - pour les demandes déposées en ligne | dans les 3 jours ouvrables suivant la réception de la demande et des droits | 1,8 jour ouvrable |
| • enregistrer une cession d'intérêt et délivrer un certificat d'enregistrement de droit d'auteur | dans les 12 jours ouvrables suivant la réception de la demande et des droits | 6,8 jours ouvrables |
| DIVISION DES DESSINS INDUSTRIELS | | |
| • délivrer un certificat de dépôt ou rapport indiquant que la demande est incomplète | dans les 4 semaines suivant la réception de la demande | 3 semaines |
| • examiner la demande pour déterminer si le dessin est enregistrable; approuver le dessin ou délivrer un premier rapport d'examen | dans les 13 mois suivant la réception de la demande | 10 mois |

| Services | Normes de service à la clientèle | Résultats |
|---|--|-------------|
| CENTRE DE SERVICES À LA CLIENTÈLE¹ (CSC) (DIRECTION DE L'INFORMATION) <i>(90 p. 100 des demandes sont traitées dans le délai fixé)</i> | | |
| • répondre aux demandes de renseignements téléphoniques ou aux messages vocaux | sur-le-champ ou dans les 24 heures | 97,3 p. 100 |
| • répondre à la correspondance générale et aux demandes transmises par courriel ou par télécopieur | dans les 48 heures suivant la réception au CSC | 97,3 p. 100 |
| • donner accès à un agent d'information (sur place) | dans les 10 minutes suivant la demande | 97,3 p. 100 |
| • envoyer des publications sur la PI par la poste | dans les 48 heures | 97,3 p. 100 |
| SECTION DE LA REPRODUCTION ET DES VENTES (DIRECTION DE L'INFORMATION) <i>(90 p. 100 des demandes sont traitées dans le délai fixé)</i> | | |
| • envoyer des photocopies des documents concernant les brevets, les marques de commerce et les droits d'auteur sur support papier ou sous forme électronique | dans les 72 heures suivant la réception de la demande et de la preuve de paiement ² | 92 p. 100 |
| • envoyer des copies certifiées conformes de documents concernant les brevets, les marques de commerce et les droits d'auteur sur support papier | dans les 72 heures suivant la réception de la demande et de la preuve de paiement ² | 92 p. 100 |

Remarque : L'OPIC s'engage à fournir le niveau de service indiqué ci-dessous et l'on s'attend à ce qu'il atteigne ce niveau de service, en moyenne, au cours de l'année. Il pourrait y avoir des cas particuliers où les services ne seront pas conformes aux normes de service en raison de circonstances imprévues.

1. Le CSC est ouvert de 8 h 30 à 16 h 30 du lundi au vendredi (à l'exception des jours fériés).

2. Il peut y avoir quelques exceptions en raison de retards dans la réception de documents venant des archives.

Appendice E

Membres du Comité de direction et agents de développement des affaires

Membres du Comité de direction

COMMISSAIRE AUX BREVETS, REGISTRAIRE DES MARQUES DE COMMERCE ET PRÉSIDENTE

Mary Carman
Tel. : 819-997-1057
Télec. : 819-997-1890
Courriel : carman_mary@ic.gc.ca

SOUS-COMMISSAIRE AUX BREVETS ET DIRECTEUR, DIRECTION DES BREVETS

Barney de Schneider
Tel. : 819-997-1947
Télec. : 819-994-1989
Courriel : deschneider_barney@ic.gc.ca

DIRECTEUR EXÉCUTIF, STRATÉGIES ET SERVICES ORGANISATIONNELS

Louis Vadeboncoeur
Tel. : 819-997-2186
Télec. : 819-997-1890
Courriel : vadeboncoeur.louis@ic.gc.ca

CONSEILLÈRE PRINCIPALE À LA PRÉSIDENTE

Joanne Rae
Tel. : 819-956-0505
Télec. : 819-997-1890
Courriel : rae.joanne@ic.gc.ca

DIRECTEUR DE PROGRAMME, RENOUVELLEMENT OPÉRATIONNEL DE L'ENTREPRISE (ROE)

Daniel Boulet
Tel. : 819-953-3995
Télec. : 819-997-5016
Courriel : boulet.daniel@ic.gc.ca

CONSEILLER, SERVICES JURIDIQUES

Alan Troicuk
Tel. : 819-953-3309
Télec. : 819-997-1890
Courriel : troicuk.alan@ic.gc.ca

SECRÉTAIRE GÉNÉRALE

Joanne Bergevin
Tel. : 819-953-6132
Télec. : 819-997-1890
Courriel : bergevin.joanne@ic.gc.ca

PRÉSIDENT, COMMISSION D'APPEL DES BREVETS

Murray Wilson
Tel. : 819-994-4778
Télec. : 819-997-5052
Courriel : wilson.murray@ic.gc.ca

DIRECTRICE, DIRECTION DES MARQUES DE COMMERCE

Lisa Power
Tel. : 819-997-2423
Télec. : 819-997-1421
Courriel : power.lisa@ic.gc.ca

DIRECTRICE, DIRECTION DE L'INFORMATION

Linda Labonté
Tel. : 819-953-3504
Télec. : 819-953-6004
Courriel : labonte.linda@ic.gc.ca

PRÉSIDENTE INTÉrimAIRE, COMMISSION DES OPPOSITIONS DES MARQUES DE COMMERCE

Céline Tremblay
Tel. : 819-997-2469
Télec. : 819-997-5092
Courriel : tremblay.celine@ic.gc.ca

DIRECTEUR PAR INTÉRIM, DIRECTION DU DROIT D'AUTEUR ET DES DESSINS INDUSTRIELS

Denis Simard
Tel. : 819-934-7594
Télec. : 819-953-6977
Courriel : simard.denis@ic.gc.ca

**DIRECTEUR, DIRECTION DE LA PLANIFICATION
ET DE L'ADMINISTRATION**

Graham Frost
Tél. : 819-953-2990
Télec. : 819-994-0357
Courriel : frost.graham@ic.gc.ca

GESTIONNAIRE, COMMUNICATIONS

Sylvie Boileau
Tél. : 819-953-8077
Télec. : 819-997-5052
Courriel : boileau.sylvie@ic.gc.ca

**CONSEILLÈRE STRATÉGIQUE,
UNITÉ STRATÉGIQUE EN RESSOURCES HUMAINES**

Colette Duteau
Tél. : 819-997-1799
Télec. : 819-997-2987
Courriel : duteau.colette@ic.gc.ca

**DIRECTEUR, DIRECTION DES AFFAIRES
INTERNATIONALES ET RÉGLEMENTAIRES**

Patrice Lemyre
Tél. : 819-953-9090
Télec. : 819-997-5052
Courriel : lemyre.patrice@ic.gc.ca

DIRECTEUR, DIRECTION DES FINANCES

André Rousseau
Tél. : 819-997-3024
Télec. : 819-994-0357
Courriel : rousseau.andre@ic.gc.ca

**DIRECTEUR, DIRECTION DES
SERVICES INFORMATIQUES**

Peter St. Germain
Tél. : 819-997-2923
Télec. : 819-953-5059
Courriel : stgermain.peter@ic.gc.ca

Agents de développement des affaires

Jean-Marie Paquette
Office de la propriété intellectuelle du Canada
Industrie Canada
5, Place Ville-Marie, bureau 800
Montréal (Québec) H3B 2G2
Tél. : 514-496-4739
Télec. : 514-283-2247
Courriel : paquette.jeanmarie@ic.gc.ca

Cécile Klein
Office de la propriété intellectuelle du Canada
Industrie Canada
Centre de services aux entreprises
Canada — Nouvelle-Ecosse
1575, rue Brunswick
Halifax (Nouvelle-Ecosse) B3J 3K5
Tél. : 902-426-2172
Télec. : 902-426-6530
Courriel : klein.cecile@chsc.ic.gc.ca

Dumitru Olariu
Office de la propriété intellectuelle du Canada
Industrie Canada
880, avenue Ouellette, bureau 603
Windsor (Ontario) N9A 6L7
Tél. : 519-971-2049
Télec. : 519-791-0151
Courriel : olariu.dumitru@ic.gc.ca

Rachel Roy
Office de la propriété intellectuelle du Canada
Industrie Canada
Place du Portage 1
Bureau C-226-94G
50, rue Victoria
Gatineau (Québec) K1A 0C9
Tél. : 819-934-9295
Télec. : 819-953-6004
Courriel : roy.rachel@ic.gc.ca

Michel Loiseau
Office de la propriété intellectuelle du Canada
Industrie Canada
400, avenue St. Mary, 4^e étage
Winnipeg (Manitoba) R3C 4K5
Tél. : 204-983-2687
Télec. : 204-984-4329
Courriel : loiseau.michel@ic.gc.ca